

UN PROJET DE DÉCRET POUR LE FINANCEMENT DES PROJETS EXAMINÉ

Le gouvernement veut stimuler l'investissement

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen de projets de décrets exécutifs et des communications portant sur les secteurs des finances, du transport et de la ville, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. P 3



PLF 2026/COMMERCE INTÉRIEUR

**Plus de 126 milliards
de DA alloués**

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présenté, mardi, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le budget de son secteur dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2026.

P 2

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

**Une étape
importante pour le
renforcement de la
coopération
continentale**

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a affirmé que la 4^e édition de la Conférence africaine des start-up, prévue du 6 au 8 décembre prochain à Alger, constituera une étape importante pour le renforcement de la coopération africaine dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat.

P 3

AGRICULTURE

**Vers une nouvelle
politique sectorielle
adaptée au terrain**

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'engage dans une refonte profonde de sa stratégie nationale. C'est ce qu'a affirmé, mardi soir à Alger, le ministre Yacine El-Mahdi Oualid lors de la clôture de la Conférence nationale sur la modernisation de l'agriculture, organisée les 27 et 28 octobre au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal. Selon lui, une nouvelle politique agricole, réaliste et adaptée aux réalités du terrain, est en cours d'élaboration, plaçant la technologie et l'innovation au cœur du développement rural et de la sécurité alimentaire du pays.

P 5

MARCHÉ DES ASSURANCES
**Hausse de 8,1 %
du chiffre d'affaires
au 1^{er} semestre** P 2

COOPÉRATION
**La Chine réaffirme
«un partenariat stratégique
global» avec l'Algérie** P 3

CNAS CONSTANTINE
**Plus de 730 opérations
de paiement électronique
depuis le début de l'année
2025** P 6

MARCHÉ DES ASSURANCES
Hausse de 8,1 % du
chiffre d'affaires au 1er
semestre

Par R E.

Le marché national des assurances a enregistré, au premier semestre 2025, un chiffre d'affaires en nette hausse de 8,1%, à 99,3 milliards de dinars (mds DA), y compris les acceptations internationales et la réassurance Takaful, relève les données du Conseil national des assurances (CNA). Dans le secteur de l'assurance conventionnelle, la branche des assurances de dommages a réalisé un chiffre d'affaires de 80,6 mds DA entre janvier et fin juin dernier (+8,2% sur un an), alors que celle des assurances de personnes a affiché un chiffre d'affaires de près de 12 mds DA (+6,7%), relève la note de conjoncture semestrielle du CNA. L'assurance automobile, qui représente quasiment la moitié de l'activité des assurances de dommages, a enregistré à fin juin dernier un chiffre d'affaires de près de 40 mds DA, en progression de 8,4%, selon les données du CNA. Cette progression reste principalement portée par la sous-branche «Risques obligatoires», qui a enregistré sur la période une évolution de 17,3% comparativement au 1er semestre 2024, totalisant un chiffre d'affaires de 8,4 mds DA, relève le même bilan, expliquant la hausse par l'augmentation de 30% de la tarification de la garantie «Responsabilité civile». Concernant la branche «Incendie et risques divers» (IRD), qui représente 43,7% de la structure du marché, elle a progressé de +8,4 avec un chiffre d'affaires de près de 34 mds DA, soit une production additionnelle de 2,6 mds DA par rapport à la même période de 2024. Les réalisations de la branche agricole ont affiché durant le premier semestre 2025 un gain supplémentaire de 209,4 millions de Da à 1,3 md Da, soit un taux de progression de 18,8% comparativement au même exercice 2024. Pour l'assurance Takaful, une activité qui enregistrait ces derniers exercices des taux de croissance à trois chiffres, a vu les contributions collectées augmenter à 500,8 millions de Da (+69%). S'agissant des sinistres déclarés par la clientèle auprès de l'ensemble des sociétés d'assurance, ils affichent, au titre du premier semestre 2025 une hausse 9% pour atteindre en montant 51,1 milliards de Da et de 14,2% en nombre à plus d'un (1) million de dossiers. Pour les règlements des clients, 718.538 dossiers ont été réglés pour un montant de 35,9 milliards de Da, en progression de 12,1% en montant et de 2,8%, en nombre, par rapport à la même période de 2024. D'autre part, les sinistres restants à payer sont évalués à 135,5 mds Da avec plus de 1,7 million de dossiers en instance de règlement, selon le CNA.

PLF 2026/COMMERCE INTÉRIEUR

Plus de 126 milliards de DA alloués

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présenté, mardi, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le budget de son secteur dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2026.

Synthèse S R

Dans son intervention au cours d'une séance d'audition présidée par Mohamed Benhachem, président de la commission, et en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, la ministre a précisé que le PLF 2026 a alloué au secteur du commerce intérieur un budget de plus de 126,61 milliards de DA en autorisations d'engagement et près de 130 milliards de DA en crédits de paiement. Selon les précisions de la ministre, ce budget est réparti sur 3 principaux programmes, portant essentiellement sur la régulation et l'approvisionnement du marché ainsi que la promotion de la concurrence, avec une enveloppe de 107,3 milliards de DA en autorisations d'engagement, en vue de garantir l'approvisionnement régulier en produits de large consommation et de développer les mécanismes de contrôle des prix et des pratiques commerciales, à même de renforcer la stabilité du marché et de limiter la spéculation illicite. En matière de protection du consommateur, un budget de près de 13 milliards de DA en autorisations d'engagement a

été alloué, destiné au développement des dispositifs de contrôle de qualité, à la modernisation des laboratoires de répression de la fraude, et à garantir la salubrité des produits destinés aux consommateurs. Le PLF 2026 a alloué à l'administration générale du secteur une enveloppe de 6,5 milliards de DA en autorisation d'engagement, destiné au renforcement de la transformation numérique, à l'amélioration des conditions de travail et au renouvellement des équipements informatiques. Selon Mme Abdellatif, le budget sectoriel 2026 se repose sur le soutien aux programmes structurants ayant un impact direct sur la stabilité du marché et l'amélioration du service public, notamment à travers l'achèvement de la réalisation et l'équipement des laboratoires régionaux de contrôle de la qualité, la création de nouvelles structures commerciales dans les zones reculées et frontalières, ainsi que la généralisation de la numérisation administrative et l'interconnexion des services régionaux aux systèmes d'informations nationaux. Elle a également souligné l'importance du développement du partenariat avec le

secteur agricole à travers des mécanismes de régulation anticipée "SYRPA-LAC", permettant aux établissements du secteur d'accomplir leurs missions de contrôle selon les normes de qualité et de transparence. Dans son intervention, la ministre a fait savoir que le budget 2026 du secteur prévoit une hausse de 4,5 milliards DA par rapport à celui de l'année en cours, traduisant «l'importance des missions confiées au ministère, en matière de stabilité du marché, de protection du consommateur et de renforcement de la transparence économique, dans une démarche visant à concilier liberté d'initiative économique et contrôle garantissant la protection de l'intérêt général». Dans le cadre des préparatifs du prochain Ramadan, Mme Abdellatif a affirmé que le secteur a entamé la coordination avec l'ensemble des acteurs afin d'assurer la disponibilité de tous les produits de large consommation, l'organisation de marchés de proximité à travers les différentes wilayas du pays, outre le lancement de programmes de ventes promotionnelles et à prix réduits, tout en renforçant les opérations de contrôle.

CAAR

Le chiffre d'affaires escompté pour 2028 excèdera
20 milliards DA

Par R E.

Le chiffre d'affaires de la Compagnie algérienne d'assurance et de Réassurance (CAAR) prévu en 2028 dépassera les 20 milliards DA, a indiqué mardi son PDG, Ammar Meslouh. Dans une déclaration à l'APS en marge d'une conférence dédiée aux clients de la société à l'hôtel Sheraton d'Annaba, M. Meslouh a précisé que «le nouveau plan stratégique à lancer dès 2026 vise à augmenter le chiffre d'affaires, consolider les performances et occuper une position de leader sur le marché national des assurances». L'ambition, a-t-il ajouté, est de restituer à la compagnie sa position de leader non pas par le seul volume du chiffre d'affaires mais aussi par l'innovation, la qualité des prestations, la présentation de produits nouveaux aux particuliers et aux entreprises et le développement du marché national de l'assurance pour atteindre le niveau des pays avancés. Il a également évoqué les efforts de la

société pour rapprocher ses services aux citoyens et entreprises privées à travers la diffusion de la culture de l'assurance et du management méthodique des risques, soulignant que la CAAR détient actuellement 12% de parts sur le marché national et projette de les porter à 15% dans les prochaines années. La concrétisation de ces ambitions requiert l'amélioration de la qualité des prestations et la proposition de solutions innovantes et stables, a-t-il ajouté. Concernant les plans 2026, M. Meslouh a indiqué que la société lancera plusieurs initiatives pour développer le marché et améliorer les prestations dont «l'assurance-crédit à l'exportation» pour consolider la solvabilité et protéger les opérateurs économiques ainsi que l'application «Karama» pour faciliter les déclarations et les demandes d'indemnisation par smartphone traduisant ainsi la transition numérique de la société outre l'élargissement de son offre à l'assurance agricole et la présentation de nouvelles offres aux particuliers et aux entreprises des divers sec-

teurs. Ces plans s'inscrivent dans le cadre de la consolidation de l'innovation, l'amélioration de la qualité des services, l'élargissement des parts de marché de la société, la réalisation d'une croissance durable et l'occupation d'une place de leader sur le marché national, a affirmé le même responsable qui s'est dit convaincu que ces stratégies vont permettre à la compagnie de poursuivre son expansion et sa croissance, de consolider sa position sur le marché, de renforcer la confiance de ses clients et des investisseurs de sorte à constituer un modèle à suivre à l'échelle nationale et internationale. Le PDG de la CAAR a annoncé l'ouverture d'une nouvelle agence dans la wilaya de Timimoune durant le mois de novembre prochain et ultérieurement d'une autre agence dans la wilaya de Tamanrasset dans le cadre de la stratégie de rapprochement des services aux citoyens et entreprises et de consolidation de la présence de la société sur le territoire national.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UN PROJET DE DÉCRET POUR LE FINANCEMENT DES PROJETS EXAMINÉ

Le gouvernement veut stimuler l'investissement

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen de projets de décrets exécutifs et des communications portant sur les secteurs des finances, du transport et de la ville, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

Par Sirine R

Ainsi le gouvernement a examiné un projet de décret exécutif relatif à la bonification du taux d'intérêt ainsi que du pourcentage de la marge bénéficiaire des prêts accordés par les banques et les établissements financiers pour le financement des projets d'investissement. Ce texte vise à garantir l'équité de traitement entre les différents instruments de financement, en étendant le mécanisme de soutien public à l'investissement aux opérations relevant de la finance islamique. En effet, l'objectif principal de ce dispositif est de stimuler l'investissement productif tout en veillant à assurer la neutralité entre les différents modes de financement proposés par le système bancaire national. En élargissant la bonification aux opérations de finance islamique, le gouvernement entend favoriser l'accès des porteurs de projets à des solutions de financement plus diversifiées, tout en renforçant l'inclusion financière et en encourageant l'épargne nationale. Parallèlement, le projet de texte institue un régime de bonification spécifique destiné aux projets d'investissement

stratégiques et structurants, considérés comme des moteurs de la croissance économique. Ce mécanisme vise à stimuler le financement des grands projets industriels, énergétiques, logistiques et technologiques, qui génèrent des effets d'entraînement sur l'emploi, la production et les exportations. L'instauration de ce régime particulier permettra également d'accompagner les priorités du plan de développement national, notamment la valorisation des ressources naturelles, la substitution aux importations et la création de chaînes de valeur locales. À travers ce nouveau dispositif, le gouvernement confirme sa volonté de moderniser le cadre du financement de l'investissement et d'en faire un outil efficace de soutien à la croissance et à la diversification de l'économie. Cette réforme s'inscrit dans la continuité des mesures prises pour renforcer le rôle du secteur bancaire dans la relance économique et pour stimuler l'investissement privé, qu'il soit classique ou participatif. Par ailleurs, en intégrant la finance islamique au dispositif national de bonification, les autorités entendent consolider la confiance des investisseurs et favoriser un environnement

financier plus inclusif, transparent et équitable, au service du développement durable du pays. Le gouvernement a également, ajoute la même source, examiné un projet de décret exécutif fixant les modalités du bénéfice des personnes ayant des besoins spécifiques et de leurs accompagnateurs de la gratuité du transport et de la réduction de ses tarifs. Ce texte, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi n° 25-01 du 20 février 2025 relative à la protection et à la promotion des personnes ayant des besoins spécifiques, vise à améliorer la mobilité des personnes ayant des besoins spécifiques et de leurs accompagnateurs dans leur vie quotidienne et à renforcer leur autonomie et leur intégration dans la vie socio-économique, à travers le bénéfice de la gratuité du transport public urbain et la gratuité ou une réduction de 80 % dans les autres modes de transport intérieur en fonction du taux d'invalidité. Enfin, dans le cadre du suivi des projets des grands pôles urbains, le gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement des travaux de réalisation du projet de la nouvelle ville de Sidi Abdallah.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS REÇOIT LE VICE-PRÉSIDENT DE LA CIDCA

Le renforcement de la coopération dans le domaine des infrastructures ferroviaires évoqué

Par R N.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a reçu, hier à Alger, le vice-président de l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA), Liu Junfeng, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération dans le domaine du développement des infrastructures, notamment ferroviaires, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Gouvernement relatif à la réalisation des projets ferroviaires et des efforts visant à mobiliser les ressources nécessaires au financement et à la mise en œuvre des grands projets stratégiques, s'est tenue en présence de cadres centraux du ministère et d'un représentant de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF). Dans son communiqué, le ministère a pré-

cisé que cette rencontre a « permis d'échanger les vues et d'examiner les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine du développement des infrastructures de base, en se focalisant sur la valorisation du partenariat algéro-chinois dans les projets de priorité nationale, notamment dans le domaine ferroviaire ». La rencontre a également été l'occasion de « passer en revue les perspectives de coopération et de financement des grands projets, qui constituent un vérita-

ble levier de soutien au développement socio-économique et de renforcement de l'interconnexion entre les différentes régions du pays », selon la même source. Après avoir présenté un exposé sur le développement du réseau ferroviaire national, M. Djellaoui a souligné l'importance de poursuivre le travail conjoint avec la partie chinoise pour la mise en œuvre des grands projets, qui sont essentiels à la promotion du développement et au renforcement de l'intégration régionale.

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Une étape importante pour le renforcement de la coopération continentale

Par R E.

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a affirmé que la 4e édition de la Conférence africaine des start-up, prévue du 6 au 8 décembre prochain à Alger, constituera une étape importante pour le renforcement de la coopération africaine dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Dans une allocution prononcée mardi soir lors d'une réunion organisée par le ministère avec les ambassadeurs de pays africains accrédités en Algérie, dans le cadre des préparatifs en cours de cet événement continental, M. Ouadah a souligné l'importance de la conférence et de son rôle dans la création d'un écosystème continental propice au développement de l'innovation et de l'entrepreneuriat, appelant les ambassadeurs à faire la promotion de cet événement, a indiqué un communiqué du ministère. A cette occasion, une présentation détaillée a été donnée sur les thèmes et les objectifs de la conférence, qui proposera un riche programme incluant une conférence ministérielle, un sommet réunissant des décideurs et de grands entrepreneurs du continent, et une journée dédiée à la diaspora africaine, en coordination avec le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger. La conférence sera marquée également par l'organisation de plusieurs événements parallèles, en collaboration avec différents départements ministériels et organisations internationales, selon la même source. Outre les ambassadeurs africains en Algérie, la rencontre s'est déroulée en présence de représentants d'organisations internationales, de la Coordonnatrice résidente des Nations unies en Algérie et de hauts responsables de l'Etat, dont le conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, du conseiller du Premier ministre et du Chef de cabinet du secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger. La Conférence africaine des start-up constitue un événement continental important visant à promouvoir l'esprit entrepreneurial et à permettre aux jeunes de lancer des projets innovants à même de conforter la place du continent dans l'économie mondiale.

COOPÉRATION

La Chine réaffirme "un partenariat stratégique global" avec l'Algérie

Le ministère chinois des Affaires étrangères a confirmé, dans un communiqué publié à la suite de l'entretien téléphonique entre le ministre des Affaires étrangères Attaf et son homologue chinois, que la Chine et l'Algérie entretiennent une amitié traditionnelle profonde et ont établi un partenariat stratégique global fondé sur une coopération intégrée dans divers domaines. Le ministère chinois des Affaires étrangères a confirmé que les relations entre les deux pays se dévelop-

paient de manière stable et saine sous la direction du président Xi Jinping et du président Abdelmadjid Tebboune. « La Chine est prête à travailler avec l'Algérie pour mettre en œuvre les accords conclus par les présidents des deux pays, renforcer l'amitié traditionnelle, promouvoir la coopération mutuellement avantageuse et soutenir les intérêts fondamentaux des deux parties afin d'obtenir de meilleurs résultats dans les relations sino-algériennes », souligne le communiqué. Le même document ajoute que « l'Algérie est un pays qui exerce une in-

fluence importante dans le monde arabe et la Chine est prête à maintenir une communication étroite avec l'Algérie et à travailler conjointement pour garantir le succès du deuxième sommet Chine-Pays arabes qui se tiendra en Chine l'année prochaine ». Le communiqué du ministère des Affaires étrangères chinois « réaffirme que la position de la Chine sur la question du Sahara occidental est inchangée et qu'une solution politique est la voie à suivre ». Il ajoute que « le ministère affirme que les Nations unies sont le principal

canal et que les résolutions du Conseil de sécurité constituent une base importante, tandis que le dialogue et la négociation sont la voie à suivre ». Lors de son entretien téléphonique avec le ministre des Affaires étrangères Ahmed Attaf, le ministre chinois des Affaires étrangères a exprimé son espoir que les parties concernées intensifient la communication et la consultation afin de parvenir à une solution acceptable pour toutes les parties, fondée sur la justice et l'équité.

LES SCIENCES DE LA TERRE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Thème d’une conférence internationale à l’université Batna 2

La première édition des travaux d’une conférence internationale sur le thème « les sciences de la terre au service du développement territorial » s’est ouverte mardi à l’université chahid Mustapha Benboulaïd (Batna 2) en présence de chercheurs et experts de plusieurs universités nationales et étrangères. Cette manifestation scientifique de trois jours vise à mettre en lumière les plus récentes avancées scientifiques dans le domaine, l’importance de la recherche scientifiques dans le domaine des sciences de la terre et de l’univers pour le développement durable ainsi qu’à favoriser les échanges d’expériences relatives aux applications intelligentes pour l’exportation des ressources nationales et la protection de l’environnement, a précisé à l’APS le président de la conférence et directeur de l’institut des sciences de la terre et de l’univers, Dr. Habib Yahiaoui. La rencontre vise également à consolider la complémentarité entre les sciences de terre et la planification territoriale, à souligner le rôle de la géomatique dans la gestion des risques majeurs et favoriser le recours aux recherches scientifiques face aux défis du développement et d’aménagement de territoires plus durables et plus résilients. La conférence aborde plusieurs axes dont « la géomatique appliquée aux sciences de la terre et intelligence géo spatiale », « la gestion des risques majeurs et résilience territoriale » et « les changements climatiques et l’hydrologie ». Des ateliers pratiques seront encadrés par Dr. Firas El Azm de Grande Bretagne sur « l’application de l’intelligence artificielle au suivi de l’eau », par Pr. Saloua Saidi de l’université El Manar de Tunisie sur « les applications de l’intelligence artificielle et images de l’intelligence artificielle à la géomatique » et par Dr. Francisco Ortega de l’université de Madrid (Espagne) sur « les applications de l’intelligence artificielle en paléontologie ». La manifestation qui a connu une forte présence de chercheurs et étudiants, notamment les doctorants a donné lieu à la signature de deux conventions cadres entre l’université Batna 2, représentée par son recteur Hassan Smadi, l’université Terengganu de Malaisie, représentée par Dr. Mohamed Nor Azra et l’Association nationale algérienne de géographie, de l’aménagement du territoire, de la planification et de la prospective, représentée par son secrétaire général Haroun Benoumhani. La conférence initiée par l’Institut des sciences de la terre et de l’univers a réuni des chercheurs et experts de plusieurs universités nationales ainsi que de Malaisie, de Grande Bretagne, d’Espagne, de Tunisie, de Jordanie et de la Palestine.

APPLICATIONS NON ÉLECTRIQUES DE L’ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Organisation d’un colloque conjoint algéro-russe

Le ministre de l’Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, mardi à Alger, la cérémonie d’ouverture du colloque conjoint sur "les applications non électriques de l’énergie nucléaire", organisé sur deux jours en partenariat entre le Commissariat à l’énergie atomique (COMENA) et l’Agence fédérale russe de l’énergie atomique (Rosatom), indique un communiqué du ministère. Dans son allocution d’ouverture, le ministre a rappelé "la profondeur des relations bilatérales et historiques unissant l’Algérie et la Fédération de Russie", soulignant que ce colloque se tient à un moment où le gouvernement algérien accorde une importance majeure à la lutte contre le cancer et au recours à la médecine nucléaire, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à orienter les investissements dans le domaine de l’énergie nucléaire vers des applications médicales, notamment la radiothérapie au profit des cancéreux et d’autres maladies nécessitant le recours à cette technologie. M. Adjal a passé en revue le large éventail d’applications de l’énergie nucléaire, notamment dans les domaines



de l’énergie, de l’agriculture, de l’industrie et des ressources hydriques, à l’instar du dessalement de l’eau de mer et de la lutte contre la sécheresse. Il a évoqué le programme du gouvernement relatif à l’utilisation de l’énergie nucléaire pour développer la production locale de radiopharmaceutiques, afin de répondre aux besoins

nationaux croissants en la matière, de sécuriser la chaîne d’approvisionnement et d’en garantir la disponibilité permanente. Cette démarche, a-t-il ajouté, permettra de réduire l’importation des radiopharmaceutiques, d’améliorer la prise en charge des patients et de raccourcir les délais d’attente pour les traitements.

PLF 2026

Plus de 779 milliards de dinars alloués à l’Enseignement supérieur

Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a présenté, mardi devant la commission des finances et du budget de l’Assemblée populaire nationale (APN), le budget alloué à son secteur dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2026, qui s’élève à plus de 779 milliards de dinars. Dans sa présentation, M. Baddari a précisé que le budget alloué au secteur avait augmenté de 4,01% pour atteindre plus de 779 milliards de dinars. Ce budget, qui sera réparti entre "l’enseignement et la formation, le développement de la vie étudiante, la recherche scientifique, et l’administration

générale et la gouvernance", aura "un impact positif sur la poursuite du développement et de la modernisation du système d’enseignement supérieur, dans son volet académique et en matière de services, pour une université moderne en phase avec les mutations socioéconomiques", a expliqué le ministre. Il a également évoqué "l’investissement dans la mise en œuvre des réformes supervisées par les hautes autorités du pays, afin d’encourager l’innovation et l’entrepreneuriat dans le cadre du développement économique durable", rappelant la création, à ce jour, de "117 centres de développement de l’entrepreneuriat, 124 incubateurs

d’entreprises, 78 maisons de l’intelligence artificielle et 422 établissements subsidiaires dans différentes régions du pays". La présentation du ministre a été suivie des interventions des membres de la commission spécialisée, qui ont souligné l’importance de l’ouverture de nouveaux centres et annexes pédagogiques et de l’extension et de la construction de nouvelles résidences universitaires, en particulier dans les wilayas du Sud. Les membres de la commission ont également insisté sur l’amélioration des services de transport universitaire, le recrutement d’enseignants universitaires et l’ouverture de nouvelles filières.

MONNAIES

Le yen rassuré sur la politique monétaire japonaise, le dollar stable

Le yen gagnait du terrain mardi, face aux espoirs d’une politique monétaire nippone finalement plus restrictive qu’anticipé, tandis que le dollar retenait son souffle avant

la réunion de la banque centrale américaine (Fed). Vers 19H20 GMT, la monnaie japonaise gagnait 0,57% face au billet vert, à 152,02 yens pour un dollar. En parallèle, "le dollar américain

continue de s’échanger dans des fourchettes globalement inchangées avant (...) la décision du comité de politique monétaire de la banque centrale américaine (FOMC) demain",

expliquent les analystes de Monex USA. Le Dollar index, qui compare le billet vert à un panier d’autres devises, reculait de 0,12% à 98,65 points.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,60	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	-0,16	-0,34	9,07	5,52	4429	6 244 890,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	0,34	2,22	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 260,00	2265,00	0,22	6,09	0,36	10,80	5,52	143604	325 263 060,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	-3,89	-4,93	4,80	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	0,58	-0,42	3,78	5,25	0	0,00

AGRICULTURE

Vers une nouvelle politique sectorielle adaptée au terrain

Le ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s’engage dans une refonte profonde de sa stratégie nationale. C’est ce qu’a affirmé, mardi soir à Alger, le ministre Yacine El-Mahdi Oualid lors de la clôture de la Conférence nationale sur la modernisation de l’agriculture, organisée les 27 et 28 octobre au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal. Selon lui, une nouvelle politique agricole, réaliste et adaptée aux réalités du terrain, est en cours d’élaboration, plaçant la technologie et l’innovation au cœur du développement rural et de la sécurité alimentaire du pays.

Par Réda Hadi

Le ministre a souligné que cette nouvelle orientation vise à instaurer une politique publique sectorielle ayant un impact concret sur le terrain, à travers une meilleure gestion des ressources et une révision des politiques agricoles mises en place depuis l’indépendance. « Il est temps de revoir nos approches et d’adapter notre système agricole aux défis d’aujourd’hui. La transition numérique est une étape incontournable pour bâtir une agriculture performante et durable », a-t-il déclaré. Dans cette optique, M. Oualid a annoncé une réforme structurelle du ministère et des organismes qui en dépendent, afin de renforcer leur efficacité et leur capacité d’adaptation. Cette réforme passera notamment par une intégration accrue des technologies modernes et un rapprochement du monde académique, permettant de valoriser les résultats de la recherche scientifique nationale. « De nombreuses innovations issues de nos universités et de nos centres de recherche restent inexploitées. Il

est essentiel de créer des passerelles entre la science et la production agricole », a-t-il insisté. Dans cette vision, la science et la recherche seront au service de la sécurité alimentaire. Pour plus de précision, le ministre a rappelé que la création du Conseil national scientifique de la sécurité alimentaire, installé la veille, s’inscrit dans cette dynamique. Cet organe aura pour mission de valoriser la recherche appliquée, de promouvoir les innovations locales et de contribuer à l’amélioration de la productivité. L’objectif est clair : faire de la science un levier central de la sécurité alimentaire nationale, dans un contexte marqué par les changements climatiques, la raréfaction des ressources hydriques et la nécessité d’optimiser les rendements.

Vers de nouveaux mécanismes de financement agricole

Sur le plan économique, M. Oualid a rappelé que le financement reste l’un des principaux défis du secteur. « On ne peut plus se contenter de dépendre uniquement des

prêts des banques publiques », a-t-il souligné. Il a plaidé pour la mise en place de nouveaux mécanismes de financement, plus souples et plus adaptés aux réalités du terrain. Parmi les pistes envisagées figurent le capital investissement, le micro-financement et le crédit-bail, qui pourraient ouvrir la voie à un meilleur accès au capital pour les jeunes agriculteurs et les start-up agricoles. Le ministre a insisté sur la nécessité d’investir massivement dans les cultures stratégiques, notamment dans les régions du Sud, où le potentiel agricole reste encore sous-exploité. Parallèlement, il a plaidé pour l’élargissement des offres d’assurance agricole, afin de couvrir l’ensemble des risques auxquels sont exposés les producteurs — aléas climatiques, pertes de récoltes, fluctuations des marchés — et leur permettre de travailler dans des conditions plus sûres. Abordant la question sensible du foncier agricole, le ministre a appelé à évaluer les mécanismes de gestion appliqués depuis l’indépendance. Il a affirmé que la numérisation des registres fonciers constituera

une étape essentielle pour plus de transparence et une meilleure exploitation des terres agricoles. La digitalisation devrait ainsi permettre de résoudre les problèmes de gestion et de clarifier les droits d’exploitation. Le ministre a salué les « recommandations précieuses » issues des ateliers de la conférence, mettant en avant la nécessité de favoriser les échanges entre les différents acteurs du secteur — agriculteurs, chercheurs, investisseurs et pouvoirs publics. « L’intelligence sociale doit guider nos décisions. Le dialogue est indispensable pour comprendre les besoins réels du terrain », a-t-il affirmé. En conclusion, Yacine El-Mahdi Oualid a réaffirmé la volonté du gouvernement de traduire les recommandations de la Conférence nationale en mécanismes concrets et politiques modernes, capables de transformer durablement le secteur agricole. « Notre ambition est claire : moderniser l’agriculture, améliorer la productivité et garantir la sécurité alimentaire du pays grâce à l’innovation et à la technologie », a-t-il conclu.

NUMÉRISATION DE L’AGRICULTURE

Plaidoyer pour un écosystème intégré et durable

Par Selma R.

L’économiste statisticien Omar Bouazouni a plaidé pour une transformation profonde du modèle agricole algérien à travers la numérisation, qu’il considère comme un levier stratégique pour la productivité, la durabilité et la sécurité alimentaire. Selon l’expert, l’agriculture algérienne, qui nourrit « 47 millions d’habitants et contribue à hauteur de 15 % au PIB », reste encore fondée sur un modèle de croissance exogène, dépendant de l’extension des surfaces cultivées. « Il est temps de passer à une croissance endogène, fondée sur la connaissance, la donnée et l’innovation », a-t-il affirmé dans une déclaration à la radio nationale « chaîne III ». Cette mutation, estime-t-il, doit permettre de faire évoluer le

secteur d’une logique réactive à une logique proactive : « Aujourd’hui, nos agriculteurs agissent en urgence, sans outils d’anticipation. Le numérique doit leur permettre de planifier, prévoir et décider sur la base d’informations fiables ». Bouazouni a cité plusieurs exemples concrets de l’apport du numérique : capteurs d’humidité, automates de gestion de l’irrigation, drones et logiciels de prévision. Ces technologies, a-t-il expliqué, peuvent réduire le gaspillage d’eau, améliorer le rendement et réguler les marchés. « Le numérique permettra de rompre avec le comportement mou-tonnier qui pousse tous les producteurs à cultiver la même spéculation au même moment, provoquant des surproductions et des pertes », a-t-il noté, en proposant également la création d’un observatoire national du

numérique agricole pour centraliser les données, suivre les tendances de production et anticiper les déséquilibres du marché. Le spécialiste a par ailleurs appelé à bâtir un écosystème du numérique agricole articulé autour de trois pôles : Les institutions publiques, garantes de la régulation et de la planification ; les chercheurs, porteurs de solutions scientifiques et les opérateurs économiques et start-up, chargés d’introduire et de vulgariser les technologies. Il a salué l’implication croissante des start-up dans le domaine agricole, tout en appelant à mieux adapter leurs outils aux réalités du terrain. «Le numérique sans l’humain est une équation nulle. Il faut vulgariser, former, et même récompenser les exploitations les plus digitalisées », a-t-il proposé, évoquant l’idée d’un trophée national de la

ferme numérique. Face au défi du stress hydrique, Bouazouni a estimé que le numérique peut jouer un rôle central. Les systèmes connectés permettront, selon lui, d’ajuster les volumes d’irrigation en fonction des besoins réels, de surveiller la qualité de l’eau et d’améliorer la gestion énergétique dans le Sud. «Il faut abandonner le modèle d’agrobusiness intensif et passer à un modèle de durabilité appuyé par la technologie et la donnée », a-t-il insisté. Parmi les recommandations majeures issues de la conférence nationale sur la modernisation de l’agriculture, il cite la création d’un système d’information agricole intégré, avec une carte numérique de l’agriculteur et un identifiant unique connecté aux bases de données nationales. Ce dispositif faciliterait le suivi des exploitants, la traçabi-

lité des aides et la planification des politiques publiques. Bouazouni a aussi insisté sur la certification des appareils connectés (IoT), en confiant cette mission à l’Office national de métrologie légale, afin de garantir la fiabilité des données agricoles. Évoquant le projet laitier Baladna (joint-venture algéro-qatarie), l’économiste a souligné l’apport du numérique dans le suivi du bétail : alimentation, gestation, température et production laitière. Il a également soutenu le recensement national du cheptel, « indispensable pour connaître les capacités réelles de production ». Enfin, l’expert a salué la création du Comité scientifique national de la sécurité alimentaire, qui aura pour mission d’orienter les décisions du secteur et de protéger les espèces locales.

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

Appel à la numérisation et à la création de pôles de production de semences

Les travaux de la Conférence nationale sur la modernisation de l’agriculture ont été clôturés, mardi à Alger, par l’adoption d’un ensemble de recommandations axées principalement sur la nécessité de numériser les techniques de production, d’adopter des méthodes d’irrigation modernes et d’encourager la production locale de semences à travers la création de pôles nationaux spécialisés. Lors de la cérémonie de clôture qui s’est déroulée en présence du ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, les participants ont mis en avant l’importance de la valorisation des expériences réussies, notamment en matière de rendement dans la filière céréalière, tout en appelant à la création de coopératives de commercialisation et de services actives dans les domaines des semences, des engrais et du

matériel agricole. Soulignant la nécessité de généraliser l’utilisation de semences à haut rendement, adaptées aux conditions locales dans le contexte de changements climatiques, les experts et professionnels ont appelé au renforcement et à la promotion des fermes pilotes spécialisées dans la production de semences. Dans ce cadre, ils ont recommandé la mise à jour des textes législatifs et réglementaires relatifs à la production, la commercialisation et la certification des semences, tout en plaidant pour la valorisation des expériences réussies des agriculteurs et investisseurs nationaux dans les différentes filières, à travers des actions de communication et de sensibilisation. Concernant les cultures oléagineuses, les participants ont relevé l’importance de la formation et de l’accompagnement des agriculteurs et investisseurs de

cette filière essentielle en vue de renforcer la sécurité alimentaire nationale. Ils ont également appelé à la promotion des pratiques et techniques modernes à travers l’automatisation des différentes méthodes de production et d’exploitation, tout en proposant le lancement d’un programme national d’agriculture intelligente, en partenariat avec les universités, les centres de recherche et les start-up. Il s’agit aussi d’encourager et de valoriser la contribution des start-up dans la recherche de solutions pour l’irrigation économe en eau, de renforcer la stratégie nationale de production locale des équipements d’irrigation, de promouvoir l’utilisation des eaux usées traitées dans l’agriculture et de créer un observatoire pour les zones steppiques. Créer des incubateurs technologiques agricoles, recourir aux données de l’Agence spatiale algé-

rienne (ASAL), soutenir les jeunes entrepreneurs, développer des projets pilotes dans les différentes wilayas et filières, tout en œuvrant à l’amélioration des mécanismes de financement, sont autant de recommandations issues de cette rencontre. Dans le domaine du foncier agricole, les participants ont recommandé d’avantage de mesures réglementaires en la matière afin de stimuler l’investissement agricole et le développement des zones rurales. Les recommandations ont également porté sur la nécessité d’organiser les marchés pour assurer un équilibre entre l’offre et la demande, de renforcer la compétitivité nationale, d’encourager l’industrie manufacturière et les capacités de stockage, ainsi que de soutenir les exportations et d’accompagner les exportateurs à l’international.

TIARET

Mise en service et pose de la première pierre de plusieurs projets de développement dans la daïra de Dahmouni

Plusieurs projets de développement ont été mis en service et d'autres ont été lancés, mardi dans la daïra de Dahmouni (wilaya de Tiaret), dans le cadre des célébrations du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale. A cette occasion, le wali de Tiaret, Saïd Khalil, a supervisé la cérémonie de raccordement de 29 foyers au réseau du gaz naturel, situés dans les zones rurales de Belkhaoua et Ferme Abdi Maïrouf, dans la commune d'Aïn Bouchekif. Le directeur de la distribution de Sonelgaz-Tiaret a précisé que ces deux projets ont été réalisés dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, pour un coût total estimé à 10,1 millions de dinars. Dans la localité de Bibane Mesbah, relevant de la même commune, il a été procédé à la pose de la première pierre du projet d'une cantine scolaire d'une capacité de 200 repas, au profit de l'école primaire "Yakoubi Mohamed". Ce projet, inscrit au budget communal, devrait être achevé dans un délai de trois mois. Par ailleurs, dans la commune de Dahmouni, le terrain de proximité du quartier des 134 logements a été rouvert après des travaux de réhabilitation, notamment le renouvellement du revêtement en gazon synthétique, pour un coût de 4,1 millions de dinars, a-t-on indiqué.

BEJAÏA

Ajustement du programme de distribution d'eau dans plusieurs communes

L'unité de Bejaïa de l'Algérienne des eaux (ADE) a annoncé un ajustement temporaire du programme d'alimentation en eau potable (AEP) dans les communes desservies par le système de dessalement d'eau de mer, a-t-on appris mardi auprès de cette entreprise. Selon un communiqué de l'unité de l'ADE, une panne a été enregistrée au niveau de la vanne de décharge d'air de la conduite principale d'un diamètre de 1600 mm dans la commune de Timezrit, "ce qui entraînera un ajustement temporaire du programme d'alimentation en eau potable dans plusieurs communes approvisionnées par le système de dessalement d'eau de mer". Les équipes techniques de l'entreprise sont mobilisées sur le terrain et "œuvrent à la réparation de la panne dans les plus brefs délais afin de rétablir la situation", a ajouté la même source. L'unité de Bejaïa de l'ADE a, en outre, assuré que la distribution d'eau "reprendra progressivement dès l'achèvement des travaux et la remise en service de la conduite", soulignant que cette perturbation est indépendante de sa volonté, selon le même communiqué.

TAMANRASSET

Encourager la création de micro-entreprises dans le Sud pour un tissu industriel national équilibré

Les participants à un colloque régional sur la promotion de l'entrepreneuriat et la création d'opportunités d'investissement dans les wilayas frontalières, tenu mardi à Tamanrasset, ont souligné la nécessité d'encourager la création de micro-entreprises dans le Sud du pays afin de parvenir à un tissu industriel équilibré.

Organisée à l'université "Hadj Moussa Ag-Akhamoukh" de Tamanrasset, à l'initiative de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (National Entrepreneurship Support and Development Agency) "NESDA", sous le thème "Le rôle des micro-entreprises dans le développement local", cette rencontre s'est déroulée en présence des autorités locales, responsables de la NESDA, universitaires, étudiants et de représentants de plusieurs organismes et institutions des wilayas de Tamanrasset, In-Guezzam, In-Salah et Illizi. Au cours de cette rencontre, plusieurs interventions ont porté notamment sur l'importance de stimuler la création de micro-entreprises, ainsi que les mécanismes de soutien et d'accompagnement offerts aux porteurs de projets innovants. Intervenant à cette occasion, le directeur général de la NESDA, Bilal Achacha, a affirmé que le développement des régions frontalières constitue un projet stratégique visant à les transformer en espaces économiques productifs et intégrés. Et d'ajouter que cette démarche passe par l'encouragement de l'investissement, surtout dans l'industrie et l'artisanat, en exploitant toutes les ressources humaines et naturelles disponibles dans ces régions. Cela, a-t-il poursuivi, doit générer des chaînes de production et d'approvisionnement susceptibles de donner un nouvel essor à l'économie nationale et au développement local. De son côté, le directeur du dé-



veloppement des programmes de la NESDA, Farid Madouche, a passé en revue le rôle de l'agence (NASDA), expliquant que cette dernière a adopté une stratégie de digitalisation de toutes les étapes de la création des micro-entreprises, y compris le traitement des projets proposés, et ce afin d'assurer une dynamique en termes d'accompagnement des porteurs de projets. Dans le même sillage, le recteur de l'Université de Tamanrasset, le professeur Abdelghani Lebed, a indiqué que la NESDA s'emploie à consolider les liens de coopération entre les laboratoires universitaires et les incubateurs d'entreprises, dans le but

d'accompagner les diplômés et les étudiants porteurs de projets, lors des démarches entrepreneuriales. Le professeur Abdelbasset Azaoui (université de Tamanrasset) a, pour sa part, présenté les potentialités minières, agricoles et touristique que recèle la wilaya de Tamanrasset, qui, a-t-il dit, en feront un pôle économique par excellence, notamment dans le secteur minier, les industries de la microélectronique et d'engrais agricoles. Une exposition a été organisée en marge de cette rencontre pour présenter les différents produits et services proposés par les micro-entreprises activant dans divers créneaux.

CNAS CONSTANTINE

Plus de 730 opérations de paiement électronique depuis le début de l'année 2025

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de Constantine a enregistré un total de 734 opérations de paiement électronique depuis le début de l'année 2025 jusqu'à la fin du mois de septembre dernier, a indiqué mardi le directeur de l'agence locale, Abdelmoumen Djallout. Cette performance constitue un "indicateur positif", traduisant les progrès réalisés

dans la numérisation des services et la promotion de l'utilisation des moyens de paiement électroniques par les employeurs pour le règlement de leurs cotisations, a précisé le même responsable en marge du lancement d'une campagne de sensibilisation sur le paiement électronique, qui se poursuivra jusqu'à jeudi prochain. M. Djallout a indiqué que cette campagne vise principalement à faire connaître les

avantages de ce service, lequel permet aux entreprises et aux employeurs de s'acquitter de leurs cotisations à distance, de manière sécurisée, rapide et transparente. Il a ajouté que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de transformation numérique adoptée par la CNAS, le paiement électronique constituant un outil efficace pour améliorer la qualité des prestations, réduire les déplacements et

garantir la fiabilité des enregistrements financiers. Le directeur de l'agence de Constantine a souligné que la Caisse poursuivra ses programmes de sensibilisation visant à ancrer la culture des transactions numériques et à renforcer la confiance des usagers dans l'utilisation des technologies modernes, dans le cadre de la modernisation de la gestion des services sociaux.

BLIDA

Achèvement de 80 opérations de raccordement à l'électricité et au gaz en 2025

La direction de l'énergie et des mines de la wilaya de Blida a achevé dernièrement la réalisation de 80 opérations de raccordement d'habitation aux réseaux d'électricité et de gaz programmées pour l'exercice 2025, a-t-on appris, mardi, auprès de cette direction. Ces opérations concernent le raccordement de 47 quartiers au réseau électrique et de 17 autres au réseau de gaz naturel, en plus du transfert des deux réseaux dans 16 quar-

tiers, a indiqué à l'APS, la directrice de l'énergie, Hanane Meklati. Ces projets, financés sur le budget de la wilaya et le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, ont principalement concerné les zones reculées et montagneuses de la wilaya, dont Souhane, Djebabra, les hauteurs de Meftah, Mouzaïa et Bougara. L'achèvement de ce programme, ainsi que des opérations similaires réalisées en 2024 (soit 4 quartiers totalisant 54

logements raccordés à l'électricité), a permis au secteur de bénéficier récemment d'une enveloppe supplémentaire de 100 millions de DA du budget de la wilaya, destinée au financement de nouveaux projets de raccordement électrique, a indiqué la même responsable. A noter que le taux de raccordement au réseau électrique à Blida est de 97,85%, contre un taux de raccordement de 97,4% au réseau de gaz, selon la même source.

Quand les capitaux de la Big Tech dictent la politique américaine

Alors que Donald Trump s’attaque aux libertés civiles et au filet de sécurité sociale, les Démocrates ne savent plus quoi faire. La domination continue du capital sur les deux partis et les machinations de la Big Tech en particulier sont essentielles pour comprendre notre crise politique, affirme Thomas Ferguson.

5^e partie et fin

Par Thomas Ferguson (*)

Ce sujet est vaste et complexe, et nous ne pouvons qu'en effleurer la surface. Tout d'abord, une grande partie de ce secteur est au mieux une forme de pari dans lequel la société concernée est destinée à être la grande gagnante (voir la monnaie même) ou quelque chose de bien pire : par exemple, faciliter les ransomwares, la traite des êtres humains, et tout autre abus. En ce moment, la dernière chose dont on ait besoin est d'un assouplissement de la réglementation financière. Les stablecoins présentent un ensemble différent de défis. Je n'y suis pas totalement opposé, mais il faut se demander dans quelles conditions il est possible d'avoir une activité de stablecoins non prédatrice. Il est intéressant de noter que l'autorité monétaire de Hong Kong a récemment mis en place des règles pour les stablecoins avec des impératifs forts d'une « connaissance de son client ». Immédiatement, les défenseurs des stablecoins et autres crypto-monnaies ont commencé à affirmer que ces règles entraveraient l'adoption des stablecoins. De nombreux partisans des crypto-monnaies ne souhaitent pas en savoir trop sur leurs clients. Une grande partie de l'attrait des crypto-monnaies vient du fait qu'elles rendent service aux fraudeurs et autres rançongiciels. Dès qu'on commence à créer de nouvelles composantes de masse monétaire, le risque est grand de voir surgir de graves problèmes. Et ces évolutions s'inscrivent dans un contexte marqué par d'importantes mesures de libéralisation de la réglementation bancaire et des technologies financières, ainsi que par une « course vers le bas » au niveau international en matière de normes réglementaires. Aux États-Unis, les mesures visant à affaiblir la réglementation s'accompagnent également de nouvelles mesures visant à accroître le soutien monétaire de l'État en cas d'urgence, ce qui revient en fait à mettre en place un système d'assurance à payeur unique pour le secteur financier. L'administration Trump n'a pas été performante en matière de cybersécurité. Elle a radicalement remanié et réduit le rôle de l'Agence pour la cybersécurité et la sécurité des infrastructures (CISA). Dans un monde où la plupart des rançons de ransomware sont payées en bitcoins, cela devrait être un signal d'alarme, à tout le moins. L'attrait des crypto-monnaies aux États-Unis s'explique en partie par l'importance des envois de fonds à l'étranger concernant des communautés dont de nombreux travailleurs immigrés soutiennent les membres de leur famille dans d'autres pays. Les frais bancaires américains pour les transferts sont plutôt élevés. Les autres canaux ne sont pas non plus toujours très attrayants. Cela a rendu l'idée des crypto-monnaies plus attirante qu'elle ne le serait si les efforts visant à inciter les banques à accorder plus d'attention aux personnes non bancarisées avaient été couronnés de succès. Le manque d'intérêt de la plupart des banques pour les clients les plus pauvres a contribué à cette situation. La concurrence a échoué dans ce domaine, comme dans celui des cartes de crédit. Les frais liés à celles-ci sont trop élevés. La plupart des cartes sont utilisées par des personnes plus aisées, mais tout le monde paie les mêmes frais. Cela a tendance à faire augmenter les frais pour les pauvres aussi. Nous n'avons pas fait assez pour les services bancaires aux personnes à

faibles revenus ; seuls quelques Démocrates se sont vraiment penchés sur la question. Les stablecoins étant désormais considérés comme un moyen pour s'attaquer à ce problème, on se retrouve avec des crypto-Démocrates qui prônent cette approche, tout en recevant des sommes considérables de ce secteur. Les contributions des crypto-monnaies à Chuck Schumer, Hakeem Jeffries, au Comité de campagne du Congrès démocrate et aux partis d'État sont désormais très importantes. Mes collègues et moi-même aurons davantage à dire à ce sujet lorsque nous aurons terminé nos travaux en cours. Nous expliquerons comment tout cela fonctionne, en particulier lorsque l'informatique quantique et ses menaces pour la sécurité se développent. À l'heure actuelle, la dernière chose dont nous ayons besoin, c'est d'un assouplissement de la réglementation financière.

Nick French : La question des crypto-monnaies est intéressante, dans la mesure où Donald Trump est pour beaucoup de gens un « crypto-président ». Il a évidemment beaucoup déréglémenté, mais vous êtes en train de nous dire que les crypto-monnaies ont également une forte emprise sur le parti démocrate.

Thomas Ferguson : Oui, c'est quelque chose que tout le monde peut constater. Notez que le GENIUS Act, qui vient d'être adopté et qui a permis la création des stablecoins, a recueilli 102 voix démocrates à la Chambre des représentants. L'année dernière, un projet de loi quelque peu comparable en avait obtenu 42. Un projet de loi connexe visant à définir les tâches des régulateurs, le Clarity Act, a obtenu 78 voix des démocrates. Le Sénat doit encore se prononcer sur ce texte, et il est clair que de nombreux démocrates ont bien l'intention de le soutenir.

Nick French : Sur la question du pouvoir des entreprises sur les partis, vous avez récemment écrit qu'un nouveau parti n'est pas une solution miracle. La question plus fondamentale est d'obtenir que les gens s'organisent de sorte à faire contrepoids au capital. D'après vous, quelles sont les chances pour que ce type de mouvement militant modifie en profondeur les logiques au sein du parti démocrate ou du système politique en général ?

Thomas Ferguson : Pour répondre à votre question, je commencerai par jeter un coup d'œil à l'étranger. Dans le monde atlantique de l'après-guerre – et maintenant au Japon aussi –, alors que les partis centristes échouent à répondre aux attentes des citoyens, la politique se tourne vers les extrêmes. C'est vrai en France, où la Cinquième République vient de se transformer en quelque chose qui ressemble fort à la Quatrième République. Mais il est également évident que le parti travailliste de Sir Keir Starmer au Royaume-Uni a suivi le chemin de la démocratie jusqu'à son terme. C'est désormais un parti de gros sous. En Autriche, une coalition modérée mais étroite est au pouvoir, alors que le plus grand parti du pays est d'extrême droite. Au cours des prochaines années, le néolibéralisme – qui est ce que l'économie d'abondance est, c'est à dire une variante du vieux scénario qui veut une déréglementation pure et simple – échouera. Après les élections de 2014, Walter Dean Burnham et moi-même nous sommes exprimés sur le gigantesque déclin de la participa-

tion par rapport à la course présidentielle précédente. Il s'agissait de l'un des plus importants jamais enregistrés dans l'histoire des États-Unis. Nous avons dit que c'était la fin du système des partis tel que nous le connaissons, et que 2016 verrait de véritables défis pour les élites des deux partis. C'est ce qui s'est passé. J'ai le sentiment qu'au cours des prochaines années, le néolibéralisme – qui est ce que l'économie d'abondance est, c'est à dire une variante du vieux scénario qui veut une déréglementation pure et simple et le problème sera réglé – échouera.

Nick French : De nombreux sondages récents montrent que la popularité de Trump est faible.

Thomas Ferguson : Elle n'a jamais été élevée en ce qui concerne l'ensemble de la population. En 2016, 2020 et 2024, les opinions négatives à l'encontre de Trump et des candidats démocrates atteignaient un très haut niveau. Les adeptes du MAGA ne sont pas si nombreux. De nombreux électeurs qui ont voté pour Trump l'ont fait en pensant qu'il était le moindre de deux maux. À l'avenir, l'évolution des salaires réels et de l'inflation sera déterminante. La nature d'économie à deux vitesses, en forme de K, de l'économie américaine, que Storm et moi-même avons soulignée, est évidente. Le ralentissement de la croissance l'est tout autant. C'est pourquoi l'actuelle administration Trump pousse fortement à la baisse des taux de la Fed et tente d'évincer Lisa Cook et Jerome Powell. Bientôt, elle présentera d'autres mesures visant à lui confier un contrôle plus large de la Fed. Ils ont toutefois un problème : ils peuvent faire baisser les taux à court terme, mais pas ceux à long terme. Souvenez-vous du voyage imaginaire d'Elon Musk à Fort Knox pour vérifier les réserves d'or ? Cela ne s'est pas produit, mais je pense tout de même qu'on va avoir droit à d'autres propositions bizarres visant à attirer les acheteurs vers les obligations à plus long terme. Pendant ce temps, l'administration tente d'aborder les questions de criminalité et autres à la manière de [Richard] Nixon. Je pense sincèrement que les lois électorales rendent les candidatures de tiers extrêmement difficiles, alors qu'il est assez facile de mener de vraies campagnes au sein du parti démocrate. Mais ce serait une bonne idée que les gens examinent plus en détail la structure nationale du parti démocrate, en particulier le poids important du lobbying des entreprises et de l'argent. Il n'y a pas beaucoup de gens qui représentent les gens ordinaires – pas seulement les syndicats, parce qu'à ce stade, le pourcentage de syndicats est de toute façon très faible et que les dirigeants syndicaux sont très hétérogènes. Mais il est incroyable de constater à quel point le Comité du parti démocrate et les échelons supérieurs du parti sont dominés par les entreprises et orientés vers l'argent.

Nick French : Comment cela pourrait-il changer ?

Thomas Ferguson : Il nous faut des candidats qui soient attirants parce qu'ils parlent des vraies questions qui préoccupent la plupart des gens. Zohran Mamdani en est un. Bernie Sanders s'est présenté deux fois à l'élection présidentielle et a recueilli un énorme soutien. [Alexandria Ocasio-Cortez] a du potentiel. Ma critique des progressistes du Congrès est

qu'ils devraient accorder plus d'attention aux questions concernant la santé, l'espérance de vie et les questions connexes, surtout le coût des soins médicaux, et Sanders a ouvert la voie. Les États bleus pourraient expérimenter des initiatives en matière de soins de santé, comme le font timidement quelques-uns d'entre eux. Ils pourraient également adopter leurs propres règles de « cliquez pour annuler » [La Federal Trade Commission (FTC) des États-Unis a adopté une règle « click-to-cancel ». Elle oblige les entreprises à rendre le processus de résiliation des abonnements aussi simple pour les consommateurs que le processus d'inscription, NdT], comme l'ont fait quelques États. Les candidats à l'échelon national devront aborder la question du lien crucial entre la politique étrangère et les finances. Les taux d'intérêt sont beaucoup trop élevés. On ne va pas passer à un financement direct du gouvernement, et je doute même que cela soit quelque chose de judicieux à faire, compte tenu de la configuration actuelle du pouvoir. Le Congrès doit donc limiter les dépenses. On est face à deux choix. On peut tailler dans les dépenses sociales ou réorienter la politique étrangère et la défense ; ces domaines ont été à peine touchés par le DOGE (Department of Government Efficiency). Dans la plupart des secteurs, le discours de la haute technologie est le suivant : « Nous pouvons vous aider à réduire vos coûts et à devenir plus productifs. » Regardez attentivement ce que fait la technologie dans le domaine de la défense. Ces gens là ne disent pas : « Nous pouvons vous aider à être plus productifs ; nous pouvons faire plus avec le budget existant. » Tout au contraire, ils se prononcent en faveur de fortes augmentations du budget de la défense. C'est exactement ce que Trump est en train de faire. Le point fondamental est parfaitement mis en évidence dans le récent sondage Gallup. Le système ne fonctionne tout simplement pas pour un énorme pourcentage de la population, et ils le savent. Le néolibéralisme rebute de plus en plus de gens. La politique doit se concentrer sur les vrais problèmes des gens : les salaires, la sécurité sociale, les soins médicaux, l'éducation, le logement et l'emploi. Elle doit trouver les moyens de faire en sorte que l'IA profite à l'ensemble de la société et ne se contente pas d'alimenter les revenus d'une petite élite. Et elle doit mettre fin à la « règle d'or » (Golden Rule) : le règne de l'argent en politique, dans les médias et dans la société en général. [Selon Ferguson, dans son ouvrage Golden Rule, si les intérêts financiers veulent la constance, c'est ce qu'ils obtiennent, jusqu'à ce qu'ils veuillent le changement, qu'ils obtiennent également. Ferguson affirme que personne ne peut se présenter comme candidat sans le soutien total des barons du pouvoir disposant d'un droit de veto, de sorte que les électeurs n'ont jamais de véritable choix, NdT] Les opinions exprimées dans cet entretien sont celles de Ferguson et ne sont pas présentées au nom de quelque institution que ce soit à laquelle il est affilié.

(*)**Directeur de recherche à l'Institute for New Economic Thinking et professeur émérite à l'université du Massachusetts à Boston.**

Source : Jacobin, Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

COMMERCE
ÉLECTRONIQUE
**La Mauritanie
valide une
stratégie à
l’horizon 2030**

En Afrique, l’e-commerce connaît un essor rapide porté par une population jeune et connectée. La Mauritanie, qui peine encore à exploiter pleinement ce potentiel, veut combler son retard et capitaliser sur ce marché en pleine expansion.

Le gouvernement mauritanien, via le ministère de la Transformation numérique, de l’Innovation et de la Modernisation de l’administration, appuyé par la Coopération allemande (GIZ), a officiellement validé le mardi 28 octobre sa Stratégie nationale de commerce électronique 2026–2030. Le document marque une étape décisive dans la mise en place d’un commerce digital plus inclusif, durable et compétitif.

La feuille de route prévoit, entre autres, de faciliter l’accès des femmes entrepreneures aux marchés en ligne, de favoriser la création d’emplois pour les jeunes à travers le freelancing et les plateformes numériques, d’intégrer les petits commerçants dans l’économie formelle par la numérisation, et d’améliorer les recettes fiscales de l’État par une meilleure traçabilité des transactions. Ces ambitions reposent sur un marché encore émergent, où le taux de pénétration d’Internet atteint 37,4 % en 2025.

Cette stratégie s’inscrit dans un contexte de transformation numérique accélérée, alors que le marché africain du commerce électronique devrait croître de 105 % d’ici 2030, passant de 55 à 112,73 milliards de dollars selon les estimations de TechCabal Insights. La Mauritanie entend tirer parti de cette dynamique pour stimuler sa compétitivité et positionner son économie dans les chaînes de valeur régionales du numérique.

Cependant, la réussite de la mise en œuvre dépendra de la capacité du pays à surmonter plusieurs défis structurels, dont une couverture mobile et Internet encore inégale, une forte dépendance aux paiements en espèces et un faible taux de bancarisation. Selon la CNUCED, l’inclusion financière en Mauritanie demeure limitée à 20,9 %, avec des disparités notables entre les genres (15,5 % pour les femmes) et les jeunes (13,1 %).

La stratégie ambitionne ainsi de créer un environnement propice à l’essor du commerce électronique national. Elle pourra aider à renforcer l’inclusion numérique, élargir l’accès aux plateformes numériques pour les acteurs économiques marginalisés, améliorer la transparence des flux financiers et accroître les recettes publiques grâce à la formalisation des échanges. À terme, elle vise à permettre à la Mauritanie de bâtir un écosystème e-commerce structuré, compétitif et porteur de croissance durable.

ARABIE SAOUDITE

Le PIF dépasse les 250 milliards de dollars d’accords conclus depuis son lancement

Plus de 250 milliards de dollars d’accords ont été signés via la plateforme du Future Investment Initiative (FII) depuis sa création il y a moins de dix ans, selon Yasir Al-Rumayyan, gouverneur du Public Investment Fund (PIF) et président de l’Institut FII.

En ouvrant la neuvième édition de la conférence à Riyad, il a affirmé que cette rencontre vise à renforcer l’impact mondial de l’initiative.

Al-Rumayyan a décrit la FII comme le plus grand forum mondial réunissant dirigeants, décideurs et investisseurs pour influencer la trajectoire de l’économie mondiale, rapporte Al Arabiya.

Il a souligné que les participants, issus des secteurs public et privé, représentent collectivement un capital et une responsabilité considérables, ainsi que de vastes opportunités pour façonner les résultats économiques. Le gouverneur a appelé les participants à agir avec responsabilité et à saisir les opportunités qui se présentent.

Au cours de l’année écoulée, a-t-il noté, les ambitions des investisseurs et des entreprises ont évolué face aux changements économiques et technologiques rapides.

Il a estimé que les modèles économiques tra-

ditionnels ne suffisent plus et a appelé gouvernements et entreprises à devenir de véritables partenaires pour promouvoir un nouveau modèle de coopération internationale et de prospérité mondiale.

Le PIF constitue une pierre angulaire de la Vision 2030 de l’Arabie saoudite, moteur de la diversification et de la croissance durable au-delà du secteur pétrolier.

En tant que l’un des plus grands fonds souverains au monde, le PIF gère des actifs dépassant 1 150 milliards de dollars, contre environ 925 milliards un an plus tôt, selon les données officielles.

Ses investissements couvrent de multiples secteurs et régions, avec un intérêt croissant pour la technologie, les infrastructures et l’énergie verte.

Le mandat du PIF s’aligne sur l’ambition du Royaume de positionner l’Arabie saoudite comme une destination mondiale de premier plan pour les investissements, soutenue par

des mégaprojets et des partenariats internationaux destinés à accélérer la croissance du PIB non pétrolier.

Al-Rumayyan a déclaré que la FII est devenue le lieu de référence où dirigeants et investisseurs débattent des défis et opportunités partagés.

Il a mis en évidence un écart croissant entre l’optimisme des individus quant à leur avenir personnel et leur pessimisme face à la situation mondiale, ajoutant que la technologie pourrait combler ce fossé si elle est déployée de manière inclusive.

Il a toutefois averti que l’intelligence artificielle risque d’accentuer les inégalités éducatives si elle n’est pas régulée de façon équitable et responsable.

Il a identifié l’inégalité comme un frein majeur au progrès humain, citant des prévisions selon lesquelles environ 10 % de la population mondiale pourrait vivre dans une pauvreté extrême d’ici 2025.

TUNISIE – BERD

Un dialogue orienté vers l’avenir

Une délégation de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement s’est rendue lundi à Tunis pour échanger avec le ministre de l’Économie et de la Planification sur les perspectives de collaboration.

Cette rencontre intervient alors que le pays élabore son prochain plan stratégique de développement, ouvrant la voie à une intensification

des relations entre les deux parties dans plusieurs secteurs économiques.

Des échanges stratégiques

Samir Abdelhafidh, ministre de l’Économie et de la Planification, a accueilli les conseillers du Conseil d’administration de la BERD dans le cadre d’échanges stratégiques

portant sur les grandes orientations du développement national.

Les discussions ont permis d’identifier les priorités tunisiennes pour la période à venir et d’assurer une meilleure coordination dans l’élaboration des futurs programmes de travail.

Le ministre a insisté sur la nécessité d’élargir les domaines d’intervention de la banque et de renforcer les mécanismes de sou-

tien financier et technique.

Au terme de ces échanges, les deux parties ont confirmé leur engagement à poursuivre leur collaboration dans un esprit de partenariat renforcé.

La prochaine étape consistera à traduire ces orientations en programmes concrets qui répondront aux attentes du développement économique et social de la Tunisie.

EGYPTE

Les nouveaux moteurs de l’inclusion financière

Avec le succès d’InstaPay et l’essor des portefeuilles électroniques, l’accès aux services bancaires se démocratise à un rythme inédit. Un virage numérique qui consolide la stratégie nationale d’inclusion financière.

C’est à 52 ans que Mohamad, un boulanger, a ouvert son premier compte bancaire. Ce qui l’a poussé à le faire est qu’il avait besoin d’utiliser l’application InstaPay afin de recevoir une aide mensuelle de 500 L.E. « Pour la femme qui m’envoie cette somme, il est plus facile de me transférer l’argent via InstaPay que d’aller chaque mois faire la queue à la poste pour m’envoyer un mandat », dit-il. « C’est pourquoi j’ai décidé d’utiliser l’application InstaPay pour qu’elle continue à m’envoyer cette aide mensuelle dont j’ai besoin », raconte-t-il à l’Hebdo en ajoutant qu’il a ouvert aussi un compte sur Vodafone Cash pour le même objectif.

Mohamad est un exemple parmi d’autres. Pour des millions d’Égyptiens de différentes tranches d’âge, provenant de classes sociales défavorisées, l’accès aux services financiers bancaires était presque impossible, faute de disposer des documents requis par les banques pour ouvrir un compte, notamment une preuve de leur emploi. Mais les transferts d’argent en ligne et à travers les opérateurs de téléphonie mobile ont permis à beaucoup de gens de pouvoir faire des transferts d’argent sans se rendre ni à la

banque, ni à la poste. Sauf que pour utiliser ces applications qui permettent le transfert de fonds ou le paiement de factures, il faut avoir un compte bancaire ou un portefeuille. Conséquence : l’augmentation du taux d’inclusion financière, c’est-à-dire l’accès des citoyens non bancarisés aux services financiers.

Tarek El Kholy, vice-gouverneur de la Banque Centrale d’Égypte (BCE), a récemment déclaré que le taux de l’inclusion financière avait augmenté à 76,4 % en juin 2025 contre seulement 17,1 % en 2016.

« Le total des citoyens bancarisés s’est élevé à 53,8 millions en juin 2025. Ces chiffres prouvent notamment la réussite de la BCE à mettre sur place l’inclusion financière dans le pays », a déclaré El Kholy le 14 octobre à la presse égyptienne.

L’effet InstaPay

Dès 2014, le gouvernement a lancé une stratégie visant à développer l’inclusion financière dans l’objectif de faciliter l’accès des citoyens non bancarisés au système bancaire, en particulier les couches défavorisées, les femmes et les jeunes.

Pour réaliser cet objectif, la BCE a pris une série de décisions importantes telles que la possibilité d’ouvrir un compte bancaire dès l’âge de 15 ans et l’ouverture de comptes sans payer de frais.

Mais c’est le lancement de l’application de transfert instantané InstaPay, en

avril 2022, qui a eu l’impact le plus palpable sur la hausse de l’inclusion financière, d’autant qu’elle était gratuite pour les trois premières années.

« InstaPay est l’un des outils de transformation numérique les plus importants, ayant entraîné l’augmentation du taux d’inclusion financière en permettant les transferts instantanés entre les comptes bancaires et les portefeuilles électroniques », indique à l’Hebdo Aya Hamdy, analyste financier au Centre égyptien de la pensée et des études stratégiques, en ajoutant que l’application a enregistré 263 millions d’opérations pendant le premier trimestre de 2025 pour une valeur totale dépassant les 1,2 trillions de L.E.

« Ces chiffres prouvent une demande accrue sur l’application qui a permis à de nouvelles tranches de citoyens, jusque-là non bancarisés, d’adhérer au système bancaire officiel. Il s’agit notamment des jeunes et de ceux qui travaillent dans le secteur informel », renchérit Aya Hamdy.

L’application offre aux clients des banques égyptiennes la possibilité d’accéder à tous leurs comptes locaux et de mener des transferts instantanés, quelle que soit la banque ou l’entreprise de téléphone portable du destinataire ou du récepteur.

Le montant maximal de transferts quotidiens atteint 120 000 L.E. et 400 000 L.E. au niveau mensuel, en imposant des frais de transfert variant entre 50 piastres et 20 L.E. maximum.

Une économie de temps et d’argent.

EXPORTATIONS DE BÉTAIL

La Somalie vise 1 milliard \$ en 2025

En Somalie, l'élevage représente 9 % du PIB et plus de 60 % des recettes d'exportation. Les autorités explorent activement de nouvelles opportunités commerciales afin de renforcer la contribution des exportations de bétail vivant à l'économie nationale.

La Somalie pourrait engranger plus de 1 milliard \$ de recettes grâce à ses expéditions de bétail, d'ici la fin de l'année 2025, établissant un nouveau record sur le segment des exportations dans le secteur de l'élevage. C'est ce qui ressort des dernières projections formulées par le ministère de l'Élevage et de la Pêche, relayées par plusieurs médias locaux et étrangers. Cette prévision, si elle se réalise, marquerait une 8e année de hausse consécutive, confirmant la dynamique de croissance observée sur la dernière décennie. Selon les données compilées par la Banque centrale du pays, les recettes tirées de l'exportation du bétail vivant ont plus que triplé, passant de 311,1 millions \$ en 2018 pour atteindre 970 millions \$ en 2024. Il convient de souligner que les expéditions de bétail vivant sont composées presque exclusivement d'ovins et de caprins, qui représentent près de 90 % du nombre total d'animaux exportés chaque année.

Une conjoncture favorable à la croissance des exportations

La bonne santé de la filière sur le segment des exportations est à inscrire dans un contexte marqué par une forte demande d'ovins au Moyen-Orient, son principal débouché, et une réduction des parts de marché de ses principaux concurrents. Il faut noter que le Moyen-Orient est le prin-

cipal marché au monde pour les moutons, principalement en raison de la demande croissante dans les pays du Golfe tels que l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït ou encore le Qatar. Les données compilées sur la plateforme Trademap indiquent, par exemple, que l'ensemble des pays de la région ont importé pour près de 2,4 milliards \$ d'ovins et caprins en 2024, ce qui représente 77 % des achats totaux réalisés à l'échelle mondiale. S'exprimant dans une interview accordée à Bloomberg le 17 octobre dernier, Qaasim Abdi Moallim, directeur de la santé animale au ministère somalien de l'Élevage, a indiqué que la Somalie a tiré parti de la baisse des parts de marché du Soudan et de l'Australie dans les pays du Golfe pour accélérer ses exportations de bétail ces dernières années. Le premier pays est affaibli depuis 2023 par un conflit qui perturbe ses circuits commerciaux, tandis que l'Australie met en œuvre une suspension progressive de ses expéditions de bétail par voie maritime d'ici 2028, au nom du bien-être animal.

Une forte capacité de renouvellement du cheptel

Plus largement, la montée en puissance de la Somalie sur le marché mondial du bétail repose également sur un renforcement de son cheptel, qui lui permet de soutenir la demande sur le marché extérieur.

D'après les dernières estimations, le cheptel somalien compte près de 56 millions de têtes de bétail, en dépit des exportations soutenues sur la dernière décennie. Les données compilées par la Banque centrale du pays indiquent qu'un total de 31,5 millions de têtes de bétail a été expédié sur le marché international entre 2018 et 2024. Cette évolution suggère une stabilité dans le renouvellement du cheptel somalien et une capacité de production suffisante pour maintenir ses exportations, soutenue par une demande régionale et extérieure en constante progression. Il faut noter que la filière bétail en Somalie a bénéficié ces dernières années d'importants investissements publics et internationaux visant à moderniser la production et à renforcer la résilience du secteur. Parmi les projets phares figurent le programme RAAISE, lancé en 2021 pour un coût total de 17,1 millions \$, financé par l'Union européenne pour améliorer les chaînes de valeur de l'élevage et de la pêche, ainsi que le projet Barwaaqo, d'un coût total de 70 millions \$, financé par la Banque mondiale pour développer les infrastructures d'eau et les services pastoraux dans les zones arides. La performance de la filière témoigne de la résilience d'un secteur essentiel à l'économie somalienne, qui a su se maintenir et se développer malgré la récurrence des sécheresses dans la Corne de l'Afrique.

SUMSUB

Quels sont les pays africains les mieux protégés contre la fraude numérique en 2025

Face à une recrudescence mondiale des fraudes dopées par l'IA, les pays africains affichent, dans l'ensemble, une posture défensive fragile en raison notamment de la faiblesse de leurs ressources matérielles et institutionnelles. Maurice, le Botswana et le Maroc sont les pays africains les mieux protégés contre la fraude numérique en 2025, selon un classement publié le jeudi 9 octobre 2025 par Sumsb, une plateforme de vérification d'identité, en partenariat avec Statista et plusieurs associations internationales. Le « Global Fraud Index 2025 » évalue le risque de fraude numérique dans 112 pays, afin d'aider les entreprises, les autorités de régulation et les gouvernements à mieux comprendre et prévenir les pratiques frauduleuses en ligne, en se basant sur des données internes (plus d'un million de vérifications par jour réalisées par la plateforme Sumsb) et des sources externes fiables (Banque mondiale, Oxford Insights, Transparency International, etc.). L'indice repose sur plusieurs indicateurs, dont le taux de fraude, la politique de lutte contre le blanchiment d'argent, la perception de la corruption, les ressources dédiées à l'administration électronique, l'efficacité gouvernementale, le degré de préparation à l'intelligence artificielle (IA), le taux de chômage, le coût de la vie, la politique nationale

en matière de cybersécurité, la vitesse d'Internet, le pouvoir d'achat et le PIB par habitant. Ces indicateurs sont regroupés en quatre piliers selon les pondérations suivantes : les activités frauduleuses (50 % du score global), l'accessibilité des ressources (20%), l'intervention gouvernementale (20 %) et la santé économique (10 %). L'indice intègre ainsi le modèle du « triangle de la fraude », qui met en évidence la façon dont trois facteurs — la pression, l'opportunité et la rationalisation — contribuent à l'augmentation des taux de fraude numérique. Les notes attribuées aux pays étudiés dans chaque indicateur et chaque pilier, ainsi que le score global ont été calculées par des experts de Sumsb, selon une méthodologie complexe qui n'a pas été détaillée. La plateforme précise cependant que les scores les plus bas sont attribués aux pays les mieux protégés contre la fraude numérique. Inversement, les scores les plus élevés reflètent les pays les plus vulnérables aux pratiques frauduleuses.

Des faiblesses persistantes

En Afrique, l'île Maurice s'est imposée comme le pays le mieux protégé contre la fraude, se classant 22e au niveau mondial. Représentant un hub majeur de services fi-

nanciers sur le continent, elle obtient un score de 1,8 point, et doit son rang à une faible prévalence des activités frauduleuses (0,27 point), à une bonne santé économique (0,49 point) et à des réponses institutionnelles efficaces (0,52 point). L'accessibilité aux ressources dédiées à la lutte contre la fraude (1,56 point) constitue cependant son principal talon d'Achille. Avec un score de 2,29 points, le Botswana (46e rang mondial) occupe la deuxième position à l'échelle africaine, devant le Maroc (50e rang mondial), la Tunisie (67e), l'Afrique du Sud (74e), l'Égypte (79e), le Ghana (88e), l'Algérie (90e) et le Zimbabwe (92e). Le Sénégal (94e rang mondial) ferme le Top 10 africain. Globalement, l'Afrique reste la région la plus exposée à la fraude dans le monde avec un score régional moyen de 3,84 points, qui se situe nettement au-dessus de la moyenne mondiale de 2,79 points. Ce score régional souligne la vulnérabilité du continent face à la fraude numérique, qui découle essentiellement de la persistance de la faiblesse de ses ressources matérielles et de ses capacités réglementaires et institutionnelles. A l'échelle mondiale, les pays les mieux protégés contre la fraude numérique sont le Luxembourg, le Danemark, la Finlande, la Norvège et les Pays-Bas.

CAMEROUN

Les virements bondissent de 78 % en 2023, reflet d'une activité économique soutenue

La valeur des virements bancaires effectués au Cameroun a connu une hausse spectaculaire de 77,97 % en 2023, atteignant 33 116,9 milliards de FCFA, selon le rapport sur les services de paiement dans la Cemac publié par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Cette progression intervient malgré une baisse de 13,08 % du nombre d'opérations, passées de 15,2 millions en 2022 à 13,3 millions en 2023. En 2022, la valeur totale des virements s'élevait à 18 607,6 milliards de FCFA. Pour la BEAC, cette évolution traduit le dynamisme de l'activité économique nationale. « Les virements sont les moyens de paiement largement utilisés, aussi bien par les entreprises que les particuliers, pour les opérations de nivellement de comptes et le règlement des salaires. Ils concernent les transactions intra et interbancaires », précise le rapport. Le Cameroun consolide ainsi son statut de locomotive économique de la Cemac, un espace regroupant le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Tchad et la République centrafricaine. L'économie camerounaise, la plus diversifiée de la sous-région, se distingue par un tissu industriel dense et un réseau bancaire étendu, représentant environ 40 % du total régional. Cette performance témoigne d'une montée en puissance des transactions électroniques et formelles, portée par l'essor des paiements numériques, la bancarisation croissante et la vitalité du secteur privé. Elle souligne également la résilience du système financier camerounais, dans un contexte marqué par une inflation modérée et des réformes monétaires régionales.

CAC 40

Sans grand changement en amont des décisions de la Fed

La Bourse de Paris est attendue sur de faibles variations mercredi en début de séance, à quelques heures de l'annonce des décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, qui devrait réduire ses taux directeurs pour la seconde fois en un peu plus de deux mois.

Vers 8h05, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison novembre - recule de dix points à 8221 points, laissant entrevoir un début de séance plutôt prudent. La Fed doit officialiser les conclusions de son comité stratégique (FOMC) dans un communiqué qui sera publié après la clôture des marchés européens, à 19h00, et qui sera suivi d'une conférence de presse très attendue de son président Jerome Powell. Face à la récente dégradation du marché du travail aux Etats-Unis et à une inflation qui paraît désormais mieux maîtrisée, la banque centrale américaine devrait annoncer la poursuite de son cycle d'assouplissement monétaire en optant pour une nouvelle réduction du loyer de l'argent de 25 points de base, après celle déjà décidée le 18 septembre. Mais c'est surtout la tonalité du discours de Jerome Powell, le patron de l'institution, qui sera particulièrement scrutée par les marchés, lesquels espèrent pouvoir préciser à l'occasion leurs anticipations pour les mois à venir, à commencer par la perspective d'une baisse de taux supplémentaire dès le mois de décembre. Un éventuel éclaircissement de sa stratégie pour les mois à venir devrait contribuer à conforter la trajectoire haussière des marchés boursiers, qui ont récemment volé de records en records, aux Etats-Unis comme en Europe. 'S'il reconnaît que l'inflation se calme et laisse entendre que la réduction du bilan de la Fed pourrait bientôt s'arrêter, les marchés parieront encore davantage sur une baisse de 25 points de base en décembre et la ten-

dance en profitera', souligne un trader. 'A l'inverse, s'il insiste sur les effets persistants des tarifs douaniers et sur l'incertitude inhérente à la politique monétaire, on risque de se prendre une claque', prévient le professionnel. Les réunions de politique monétaire de la Banque du Japon et de la Banque d'Angleterre, attendues demain, pourraient ajouter à la prudence, les deux banques centrales devant maintenir leurs taux à leurs niveaux actuels, avant de possibles assouplissements à venir. 'Avec des valorisations proches des sommets cycliques et l'incertitude politique toujours présente, les investisseurs restent attentifs aux prochaines réunions des banques centrales pour connaître la direction à prendre', estime Michaël Lok, le directeur des investissements et co-directeur général de la gestion d'actifs chez UBP. Autre facteur de nervosité pour les investisseurs, la saison des résultats aux Etats-Unis va entrer dans une phase critique ce soir avec les publications de Microsoft, Alphabet et Meta, qui s'annoncent cruciales sachant que les 'Sept Magnifiques' ont largement contribué au 'rally' de Wall Street ces derniers mois et que leurs niveaux de valorisation sont parfois jugés tendus. En Europe, plusieurs poids lourds de la cote dont adidas, BASF, Bic, Deutsche Bank, Equinor, Mercedes-Benz Santander ou encore UBS ont dévoilé leurs performances ce matin. Un certain optimisme continue en outre d'entourer les questions commerciales, Donald Trump ayant déclaré dans la soirée avoir bon espoir de conclure un accord avec

la Chine. 'On s'attend à ce que les deux dirigeants parviennent à un accord qui permettra d'apaiser les récentes tensions', pronostiquent les stratèges de Danske Bank. 'Mais s'ils échouent, les actifs à risque pourraient vite s'enflammer de nouveau', préviennent-ils. Les rendements souverains américains reculent légèrement dans l'anticipation d'une Fed plus accommodante, ce qui conduit le rendement du papier à dix ans à refluer en direction de ses plus bas annuels, vers 3,98%. Sur le Vieux Continent, le taux du dix ans allemand reste figé vers 2,62% de même ainsi que celui de l'OAT à 3,42%. Les devises varient peu avant les annonces attendues de la Fed. L'euro recule un peu face au dollar, qui se hisse vers 1,1635, mais la paire reste confortablement installée au

sein de son récent trading range allant de 1,16 à 1,17. Le pétrole reste orienté à la hausse, mais ralentit son avance en raison des anticipations d'une nouvelle augmentation de la production de l'Opep+, qui contrebalance le sentiment positif suscité par les négociations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. Le Brent progresse de 0,4% à près de 64,7 dollars le baril après avoir enfoncé hier le support des 65 dollars tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) reprend 0,4% à 60,4 dollars. L'or tente également de rebondir après sa récente correction, qui l'avait ramené en-dessous des 4.000 dollars l'once en raison de sorties massives d'ETF ayant enregistré d'importantes prises de bénéfices. Le métal jaune reprend timidement 0,3% à 3.996.9 dollars ce matin.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 27 Octobre 2025				
Valeur : 29 Octobre 2025				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.0701130.0851
1	EUR	EURO		151.1154151.1589
1	GBP	POUND STERLING		173.1267173.1928
100	JPY	JAPANESE YEN		85.024385.0563
1	CNY	CHINESE YUAN		18.288818.2927
1	CHF	SWISS FRANC		163.1178163.2184
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.040193.0708
1	DKK	DANISH KRONE		20.231820.2357
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.829613.8559
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.982212.9884
1	AED	UAE DIRHAM		35.410635.4185
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.683534.6894
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.0955424.2828
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.055844.4986
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.084014.0856
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.855123.9775
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.25753.2676
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1753177.1753

ASIE

Les marchés reprennent leur ascension avant la Fed

Les marchés en Asie ont repris leur marche en avant mercredi matin, suivant Wall Street portée la veille à de nouveaux sommets par un mouvement de confiance dans la tech et la perspective d'une nouvelle baisse de taux de la Fed. A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei grimpait de 2% vers 02H30 GMT, à 51.234,49 points. A Séoul, le Kospi a pris 1% en matinée, atteignant un nouveau record, quand Sydney empruntait le chemin inverse. En Chine, la Bourse de Hong Kong est fermée en raison d'un jour férié. L'indice com-

posite de Shanghai s'affichait, lui, quasiment à l'équilibre, à +0,1% pour 3.992,49 points. Taipei enregistrait de légers gains. Vers 02H30 GMT, le marché pétrolier se montrait stable. Le baril de Brent de la mer du Nord grappillait 0,1% à 64,43 dollars, et celui de WTI nord-américain restait à l'équilibre à 60,15 dollars. A la même heure du côté des devises, le yen cédaït 0,03% au billet vert, à 152,11 yens pour un dollar, avant la prochaine décision monétaire de la Banque du Japon (BoJ) jeudi.

POINT-MARCHÉS

L’Europe en hausse prudente en début de séance, la Fed et la “tech” au programme

Les principales Bourses européennes sont en légère hausse mercredi en début de séance, tandis que les investisseurs analysent une avalanche de résultats d'entreprises dans des secteurs clés tels que la banque ou l'automobile. La prudence s'impose toutefois à quelques heures de la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) et de la publication des chiffres trimestriels d'un groupe de géants technologiques américains après la clôture de Wall Street. Après quelques premières minutes dans le rouge, le CAC 40 parisien

grappille 0,04% à 8.219,70 points vers 08h22 GMT. A Francfort, le Dax avance de 0,13% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,38%. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,25%, le FTSEurofirst 300 avance de 0,13% et le Stoxx 600 gagne 0,10%. La séance de mercredi s'annonce mouvementée des deux côtés de l'Atlantique, avec les résultats financiers, la politique monétaire et les espoirs commerciaux sur la table des investisseurs. Une réduction de 25 points de base des coûts d'emprunt est pratique-

ment acquise aux Etats-Unis mercredi, mais les investisseurs seront particulièrement impatients de connaître les détails des perspectives de la banque centrale en matière de taux. La technologie sera quant à elle à nouveau sous les projecteurs mercredi après un rallye à Wall Street la veille, et alors que les investisseurs attendent la publication, en fin de journée à New York, des résultats de Microsoft, Alphabet et Meta Platforms. En attendant, l'Europe fait pour l'instant preuve de prudence et analyse

à une série de résultats d'entreprises. Deutsche Bank, qui a annoncé mercredi une hausse inattendue de 7% de son bénéfice au troisième trimestre, avance de 2,9%, tandis que son concurrent suisse UBS a vu son bénéfice net trimestriel bondir de 74%, ce qui fait progresser l'action de 1,49% dans les premiers échanges. Le secteur automobile est également à surveiller. Le constructeur allemand Mercedes progresse de plus de 6% après avoir fait état de marges supérieures aux prévisions dans son activité automobile princi-

pale, l'amélioration des ventes de modèles haut de gamme ayant permis de compenser les charges exceptionnelles liées aux suppressions d'emplois en cours. Aston Martin abandonne en revanche 1,69%, après une ouverture en baisse de 6%, le groupe britannique ayant publié une perte trimestrielle supérieure aux attentes. À Paris, BIC plonge de plus de 9% après avoir abaissé mardi soir ses perspectives de croissance du chiffre d'affaires, de marge opérationnelle et de trésorerie en 2025, citant la faible performance au troisième trimestre.

COMMERCE

Le Royaume-Uni appelle à une réforme urgente de l’OMC

Le ministre britannique du commerce, Chris Bryant, a jugé mardi que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) traverse un "moment existentiel" et a besoin de réformes pour pouvoir fonctionner.

"Vous n'aurez un commerce mondial libre et équitable qui permette une plus grande prospérité pour tous que si vous avez un ordre basé sur des règles", grâce à une OMC qui "puisse fonctionner", a déclaré M. Bryant à la presse au siège de l'organisation à Genève. Le ministre britannique a souligné que le commerce mondial était déjà sous la pression de tendances protectionnistes avant même que le président américain, Donald Trump, ne relève les droits de douane américains. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a averti

la semaine dernière que le système international du commerce était en danger.

Rendre «plus efficace la prise de décision»

«Nous voulons maintenir la force de l'OMC», a insisté Chris Bryant qui présentait devant l'organisation onusienne la première revue de la politique commerciale de son pays depuis que le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne en 2020. Rappelant que les trois quarts du commerce mondial sont toujours soumis

aux règles de l'OMC, Chris Bryant a estimé qu'«abandonner cela serait une terrible erreur». Le ministre britannique a souhaité comme la cheffe de l'OMC Ngozi Okonjo-Iweala rendre «plus efficace la prise de décision» de l'organisation lors de la prochaine réunion ministérielle de l'OMC au Cameroun en mars prochain. Il a également demandé de trouver des solutions pour débloquer le mécanisme de résolution des conflits de l'OMC, paralysé depuis décembre 2019 en raison du blocage de la nomination de juges par les États-Unis.

ETATS-UNIS

L'aide alimentaire menacée par la paralysie budgétaire

Une vingtaine d'Etats américains dirigés par des démocrates ont engagé mardi des poursuites contre l'administration Trump pour la forcer à maintenir le principal programme d'aide alimentaire du pays, après avoir annoncé l'arrêt des versements en raison de la paralysie budgétaire. Le programme SNAP, dont dépendent plus de 42 millions d'Américains, selon les données officielles, est à court de fonds presque un

mois après le début du "shutdown", a affirmé la ministre de l'Agriculture, Brooke Rollins. "Il n'y a aucun doute que de nombreux Américains vont perdre une aide très, très importante", a-t-elle déclaré mardi, accusant les démocrates de tenir en "otage" des millions de familles. Sur la page d'accueil du ministère de l'Agriculture, un message accuse également l'opposition et confirme qu'aucune aide ne sera versée le 1er novembre. "Pour

faire court, le puits est à sec", soutient le ministère. Mais les Etats du Massachusetts, de Californie, ou encore de New York et du Michigan ont lancé des poursuites devant un tribunal fédéral afin de contraindre le ministère de l'Agriculture à utiliser des fonds d'urgence pour maintenir les versements au programme SNAP. "Près de 600.000 enfants dans notre Etat pourraient se retrouver sans nourriture dans quelques jours parce que le ministère

de l'Agriculture joue un jeu illégal de manoeuvres politiques autour du shutdown", a soutenu dans un communiqué le procureur général de Caroline du Nord, l'élue démocrate Jeff Jackson. La paralysie budgétaire a commencé le 1er octobre avec l'expiration des financements de l'Etat fédéral. Depuis, Démocrates et Républicains ne parviennent pas à s'entendre pour adopter un nouveau budget.

ESPAGNE

La croissance du PIB a ralenti à 0,6% au troisième trimestre

La croissance économique espagnole a atteint 0,6% au troisième trimestre, en léger ralentissement par rapport aux trois mois précédents, selon une première estimation publiée mercredi par l'Institut national des statistiques (INE). Ce chiffre place l'Espagne en bonne position pour atteindre les 2,7% de croissance attendues en fin d'année

par le gouvernement du Premier ministre socialiste, Pedro Sánchez. Au deuxième trimestre la croissance avait atteint 0,8% et 0,6% entre janvier et mars, notamment grâce à une forte progression de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises, sans compter l'activité touristique. Le chiffre annoncé mercredi par l'INE,

malgré un léger ralentissement, confirme le dynamisme de la quatrième économie de la zone euro, alors que les analystes de FactSet attendaient seulement une croissance de 0,1%. L'époque où l'Espagne subissait la crise de 2008 et ses contrecoups - avec un chômage frôlant les 27 % début 2013 - puis une chute brutale

de l'activité lors de la pandémie de Covid semble désormais loin. Le pays profite actuellement de la manne apportée par le tourisme (plus de 22 millions de visiteurs étrangers rien qu'en juillet en août), de l'investissement des entreprises, notamment étrangères à Madrid, ainsi que de la consommation des ménages.

Cette santé qui suscite l'admiration des voisins européens lui permet d'afficher un taux de chômage quasiment au plus bas depuis 2008 (mais toujours le plus élevé dans l'UE), à 10,45% au troisième trimestre, et un déficit tout près des limites autorisées par Bruxelles. L'inflation s'établissait, elle, à 3% en septembre sur un an, selon l'INE.

DEUTSCHE BANK

Bénéfice net en hausse de 7%, objectifs confirmés

La première banque allemande Deutsche Bank a annoncé mercredi un bénéfice net part du groupe de 1,56 milliard d'euros au troisième trimestre, en progression de 7% sur un an, et a confirmé être en bonne voie d'atteindre ses objectifs annuels. Tous les segments d'activité ont contribué à la hausse du résultat, qui affiche un record avant impôt sur le trimestre, à 2,4 milliards d'euros, et après neuf mois, à 7,7 milliards d'euros, a souligné le président du directoire, Christian Sewing, dans un communiqué. Les analystes sondés par Factset anticipaient un résultat net de

1,46 milliard d'euros sur le trimestre. Après des années marquées par des scandales et crises en chaîne, la banque avait lancé en 2019 une réforme radicale, supprimant des milliers d'emplois et se retirant d'activités trop risquées. Le redressement de l'établissement a néanmoins connu des accrocs avec la migration à problèmes de l'informatique de la filiale Postbank, irritant de nombreux clients et poussant le superviseur Bafin à envoyer un observateur sur place, ainsi qu'un litige avec de petits actionnaires sur la reprise de la même Postbank, qui a coûté cher. Malgré un contexte de baisse des

taux d'intérêt, les recettes globales ont pu progresser de 7% par rapport au même trimestre de l'année précédente, atteignant 8,04 milliards d'euros. En dehors de la banque d'entreprise qui a vu ses recettes légèrement reculer (-1%), la banque d'investissement, la banque de détail et la filiale de gestion d'actifs DWS ont progressé sur un an. Les recettes atteignent 24,4 milliards d'euros après neuf mois, ce qui place la banque sur la bonne trajectoire pour atteindre son objectif annuel d'environ 32 milliards d'euros. La banque d'investissement, incluant le conseil en fusions-acquisitions et le

négoce sur les marchés obligataires et de devises, a généré la plus forte contribution au résultat. Les dépenses hors intérêts ont globalement augmenté de 9% pour atteindre 5,2 milliards d'euros, car l'an dernier la banque avait bénéficié d'un effet exceptionnel lié à la fin du litige avec Postbank. En retraitant cet effet, les charges ont été stables à 5 milliards d'euros. Le résultat net rapporté aux fonds propres tangibles atteint 9,6% au troisième trimestre et 10,9% après neuf mois, soit conforme à l'objectif de plus 10 % fixé par Christian Sewing pour l'année.

CORÉE DU SUD

Amazon va investir 5 milliards de dollars pour des centres de données IA, selon Séoul

Le géant américain Amazon va investir cinq milliards de dollars en Corée du Sud à horizon 2031, notamment pour y construire des centres de données IA, a annoncé Séoul mercredi pour qui il s'agit du plus important investissement étranger. Le chef d'Amazon Web Services (AWS) Matt «Garman a dévoilé des plans pour investir plus de cinq milliards de dollars (4,3 milliards d'euros) d'ici à 2031, notamment pour la construction de nouveaux centres de données IA dans les régions d'Incheon et de Gyeonggi», a indiqué la présidence sud-coréenne dans un communiqué. Matt Garman a formulé cette promesse lors d'une rencontre avec le chef de l'État Lee Jae Myung, en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (Apec) à Gyeongju. Le précédent investissement le plus important en Corée du Sud provenait déjà d'Amazon. L'entreprise avait annoncé en juin quatre milliards de dollars (3,4 milliards d'euros) pour un autre centre, à Ulsan (sud-est). «Notre gouvernement a fixé comme objectif de devenir l'un des trois acteurs majeurs de l'IA», a affirmé Lee Jae Myung à Matt Garman, se félicitant d'un projet devant permettre d'«encore accélérer le développement de l'écosystème» local dans ce secteur. Deux des plus grands fabricants mondiaux de semi-conducteurs sont sud-coréens, Samsung Electronics et SK Hynix, et produisent chacun des puces nécessaires au fonctionnement de l'IA et des centres de données dont l'industrie dépend.

LES AUTORITÉS PANIQUENT

Les arnaqueurs peuvent désormais usurper n'importe quel numéro de téléphone

L'usurpation de numéro de téléphone, appelée « spoofing », plombe l'Europe de 850 millions euros chaque année. En détournant des numéros légitimes, les hackers créent la panique, et les autorités peinent à répondre, ce qui pousse Europol à réagir.

Votre téléphone sonne, l'écran affiche le numéro de votre banque. Sauf que ce n'est pas elle. Europol publie ce lundi 27 octobre un rapport alarmant sur le spoofing d'appelant, cette technique d'usurpation de numéro qui permet aux escrocs de travestir leur identité. L'institution alerte sur le fait que 64% des fraudes démarrent par un simple appel ou SMS. Les autorités peinent, hélas, à coincer les coupables. L'Europe doit désormais se doter d'un arsenal anti-fraude unifié.

Le spoofing téléphonique, vrai fléau, permet aux criminels de masquer leur véritable identité

Comment fonctionne le spoofing, exactement ? Les fraudeurs trafiquent les données qui s'affichent sur votre smartphone. Votre écran annonce le nom de votre banque ou d'une administration alors qu'au bout du fil, c'est un criminel qui opère depuis l'étranger. Ce qui est terrible, c'est qu'il est impossible pour les enquêteurs de remonter la piste quand l'arnaqueur masque son identité et sa localisation réelles. Le business s'est d'ailleurs professionnalisé. On parle de même de « spoofing-as-a-service » (d'usurpation d'identité



en tant que service), avec des plateformes vendues clés en main où tout débutant peut usurper l'identité de forces de l'ordre ou d'institutions financières. Ces officines numériques prospèrent depuis l'étranger et exploitent les failles juridictionnelles pour échapper aux poursuites. Les criminels traversent donc les frontières de façon virtuelle, pendant que la justice reste coincée derrière ses barrières administratives. D'après Europol, ce sont 850 millions d'euros qui s'évaporent chaque année à cause du spoofing. Les victimes, qui sur le moment pensent parler à une entité

de confiance, livrent leurs codes bancaires et valident des virements. Pire encore, certains pratiquent le « swatting », qui sont de faux appels d'urgence passés depuis le numéro de leur cible, pour déclencher l'intervention des services d'urgence à leur domicile.

Europol propose plusieurs mesures pour combattre le spoofing en Europe

Europol prévient que la situation est en train de devenir intenable. N'importe qui peut usurper un numéro en trois clics, et enquêter relève à chaque fois du

parcours du combattant. L'agence européenne a sondé 23 pays, avec un diagnostic accablant. La coopération avec les opérateurs télécoms est limitée, chaque État applique sa propre réglementation, et les outils de détection brillent par leur absence. 400 millions d'Européens resteraient vulnérables au quotidien.

Pour riposter, Europol a sa petite idée. D'abord, l'agence demande à imposer des normes techniques européennes pour tracer l'origine des appels frauduleux, certifier les numéros légitimes et bloquer le trafic suspect. Ensuite, elle milite pour renforcer la coopération entre policiers, régulateurs et télécoms pour faciliter le partage d'informations et preuves avec plus d'efficacité. Enfin, Europol demande à harmoniser les lois nationales dans le but d'autoriser le pistage transfrontalier et promouvoir les outils anti-fraude éprouvés. L'agence ne se berce toutefois pas trop d'illusions. Elle sait que les arnaqueurs trouveront d'autres terrains à explorer, comme ceux des cartes SIM piratées, des forfaits anonymes et du smishing (le phishing par SMS). Elle espère tout de même faire du téléphone un vrai outil de confiance, plutôt qu'un instrument d'escrocs.

Apple franchit les 4 000 milliards de dollars de capitalisation

Le géant américain à l'origine de l'iPhone connaît un regain de son cours à la Bourse. Au point d'atteindre un point historique aujourd'hui ! Pendant longtemps, Apple a été la plus grande entreprise au monde, avec une capitalisation au sommet. Si ce n'est plus le cas exactement aujourd'hui, l'entreprise fondée par Steve Jobs continue à faire partie de ces géants qui croissent, avec au mois de décembre 2024 Apple qui avait failli passer le seuil des 4 000 milliards de dollars de capitalisation. Aujourd'hui, ce n'est plus une tentative, mais une réalité.

Apple dépasse pour la première fois le seuil des 4 000 milliards de dollars

Depuis l'arrivée de la technologie de

l'intelligence artificielle sur le marché, les entreprises de la tech connaissent toutes une hausse massive de leur cours. Ce à quoi Apple n'échappe non seulement pas, mais dont il est aussi un des principaux bénéficiaires. Et ce au point que les dernières augmentations de son cours à la Bourse, qui ont atteint leur plus haut court à 269,5 dollars, ont permis à l'entreprise de franchir le seuil des 4 000 milliards de dollars de capitalisation. Une première dans son histoire !

La troisième entreprise au monde à atteindre ce niveau

Cette étape a pu être franchie grâce aux ventes très soutenues de la nouvelle série d'iPhone, les iPhone 17.



Car on peut observer que depuis leur présentation, le 9 septembre dernier, le cours d'Apple a enregistré un bond de 13%. De quoi donc permettre à la société américaine d'entrer dans ce club très sélect des entreprises pesant au moins de 4 000 milliards de dollars de valorisation. En effet, le géant à la pomme croquée est loin d'être la première société à peser un tel poids. Elle n'est en fait « que » la troisième. C'est NVIDIA qui a ouvert le bal en juillet dernier, en dépassant ce sommet, suivi juste après par le géant historique de l'informatique, Microsoft. Ce seuil des 4 000 milliards de dollars semble maintenant se démocratiser. Au point qu'on se pose dorénavant la question suivante : qui sera le premier à atteindre les 5 000 milliards de dollars ?

Brèves

SAP lorgne toujours BlackLine

En juin dernier, la société allemande a proposé 3,9 Md€ pour s'emparer du spécialiste des logiciels financiers. L'offre a été rejetée, mais Reuters indique selon des sources proches du dossier que SAP serait sur le point de présenter une autre proposition de rachat. Les deux sociétés se connaissent bien, car l'éditeur d'ERP vend les solutions BlackLine à ses clients, ce qui représente près de 30 % du chiffre d'affaires annuel de ce dernier. Reste maintenant à savoir si un accord est possible

sur le montant, aucun calendrier n'a pour l'instant été fixé.

Davantage d'agents IA dans Microsoft 365

L'éditeur présente les agents App Builder et Workflows disponibles pour les abonnés Microsoft 365 Copilot dans le cadre du programme Frontier. Le premier est capable de créer une application entièrement fonctionnelle et de la déployer en quelques minutes. Elle s'exécute simplement dans le cloud Azure, l'agent se chargeant de la configuration de

l'ensemble du backend. L'agent Workflows automatise les tâches routinières telles que l'envoi d'e-mails, la gestion des calendriers et le partage des mises à jour de Teams. Les utilisateurs pourront visualiser chaque étape, la suivre, la comprendre et la modifier si nécessaire.

IBM ne revend plus d'offres VMware

Big Blue a annoncé qu'à partir du 31 octobre prochain, il ne vendrait plus d'offres VMware sur IBM Cloud. Cette décision est prise en

raison des modifications apportées par Broadcom à son programme partenaire. « IBM n'est plus autorisé à vendre des licences VMware aux clients qui n'ont pas au moins une charge de travail VMware active exécutée sur IBM Cloud avant le 31 octobre 2025 ». Les clients existants peuvent continuer à utiliser et à étendre leurs environnements VMware, mais ne pourront pas souscrire à des contrats supplémentaires. Ils ne pourront pas non plus étendre leurs charges de travail à d'autres régions ou pools de ressources, ni passer d'un modèle de consommation à la demande à un modèle de consommation réservée.

MALGRÉ DES RÉSULTATS CATASTROPHIQUES

Porsche tente de rassurer les marchés financiers

Le choc est brutal : en neuf mois, le bénéfice d'exploitation de Porsche est passé de quatre milliards à seulement 40 millions d'euros. Une chute vertigineuse liée à la révision stratégique du constructeur, à la guerre des prix en Chine et aux droits de douane américains. Malgré un troisième trimestre catastrophique, la marque de Stuttgart assure qu'elle atteindra le creux de la vague en 2025 avant un retour à la rentabilité dès 2026.

Longtemps tout en haut du tableau des constructeurs les plus rentables au monde, et considérée comme la vache à lait du groupe Volkswagen, Porsche a plongé. Rien ne va plus pour le constructeur allemand qui affiche désormais une marge d'exploitation quasi nulle : 0,2 % à fin septembre, contre 14,1 % un an plus tôt. Et les chiffres qui suivent sont vertigineux, illustrant la mauvaise passe qu'il traverse.

Le constructeur a en effet enregistré une perte de 966 millions d'euros au troisième trimestre, alors qu'il réalisait encore 974 millions de bénéfice sur la même période en 2024.

Le bénéfice d'exploitation de Porsche est passé de quatre milliards à seulement 40 millions d'euros : -99 % !

En cause : les coûts liés au ralentissement de sa stratégie électrique, la fin de son projet interne de production de



batteries, et 700 millions d'euros de pénalités douanières américaines. Porsche évoque un impact total de 3,1 milliards d'euros sur ses comptes 2025.

Un réaligement stratégique risqué, mais assumé

Cette année, Porsche a livré 212 509

voitures depuis janvier, soit une baisse de 6 %, avec une Chine en chute libre (-26 %) et une Europe en recul (-4 %), compensées partiellement par les États-Unis (+5 %). Les défis sont nombreux pour Porsche qui fait en plus face à un changement de direction avec l'arrivée de Michael Leiters, ancien patron de McLaren, qui remplacera Oliver Blume début 2026. Il héritera d'un constructeur en pleine crise, engagé dans des négociations sociales tendues et confronté à la pression des marchés. Pourtant, les analystes restent raisonnablement optimistes : l'action Porsche a gagné près de 3 % ce lundi 27 octobre, la perte annoncée ayant été moins importante qu'attendu. Les investisseurs espèrent que 2026 marquera le retour à une marge "à un chiffre élevé". Peut-être loin des standards de la marque d'il n'y a pas si longtemps encore. Mais malgré tout synonyme de stabilisation.

Le marché automobile européen retrouve enfin des couleurs

Boostées par des chiffres spectaculaires les ventes automobiles européennes semblent renouer avec la croissance. Pour le troisième mois consécutif, les ventes de voitures neuves sont en hausses. Mais derrière l'embellie, la réalité est plus nuancée : modèles électriques encore faible par rapport aux objectifs, repli des premiums, percée des marques chinoises, pression sur l'industrie traditionnelle et guerres économiques en toile de fond. En septembre 2025, le marché automobile européen continue de surprendre avec une série de performances positives portées par une offre croissante de véhicules électrifiés abordables. Mais derrière ces chiffres encourageants, se cache une industrie tiraillée entre prospérité immédiate et défis structurels liés à la transition énergétique et aux tensions géopolitiques.

Un peu d'euphorie dans ce monde de brutes

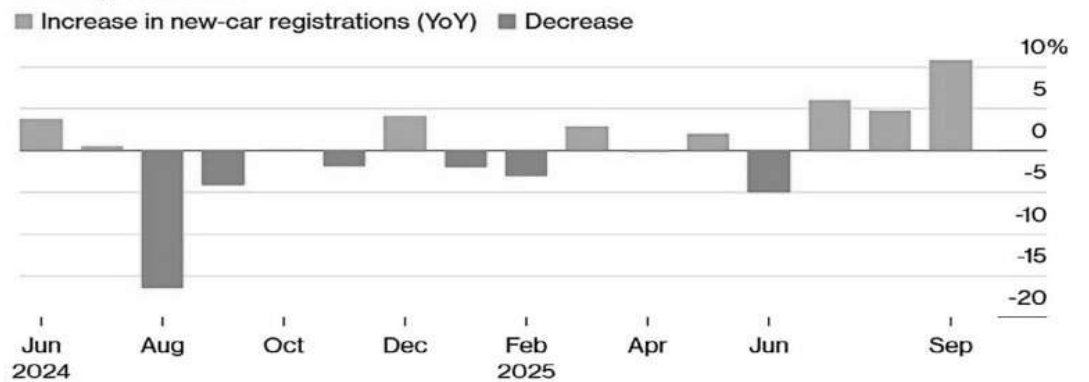
L'automobile européenne reprend des couleurs à la rentrée 2025. Selon l'ACEA (Association des constructeurs automobiles européens), 1,24 million de voitures neuves ont trouvé preneur en septembre, soit une progression de presque 11 % sur un an. Le phénomène touche l'ensemble des grands marchés du continent : Royaume-Uni (+14 %), Allemagne (+13 %), Espagne (+16,4 %), Italie (+4,2 %) et France (+1 %). Les effets saisonniers jouent un rôle, notamment outre-Manche où le renouvellement bi-annuel des plaques dope traditionnellement le marché de septembre. Le cœur de la dynamique repose sur une explosion des modèles électrifiés accessibles. Les ventes

de véhicules 100 % électriques et hybrides rechargeables (PHEV) bondissent respectivement de 22 % et 62 %, portées par l'offensive produit des généralistes, Renault (R5 E-Tech) et Volkswagen (Skoda Elroq) en tête. Ensemble, ces motorisations représentent près d'un tiers des immatriculations en Septembre. Le marché européen redécouvre l'attractivité : élargissement des offres, démocratisation tarifaire, mais aussi adaptation des réseaux de distribution, les marques locales ayant enfin rattrapé le tempo des chinois emmenés par BYD, dont la part de marché atteint 2 % après une progression de 398 % en un an. De leur côté, les immatriculations de voitures hybrides continuent de monter en flèche, 34,7 % du marché et restent le choix préféré parmi les consommateurs de l'UE.

Hausse des ventes de voitures en Europe, des inquiétudes persistantes

Mais l'euphorie reste tempérée. Les voitures électriques haut de gamme marquent le pas. Le groupe Volkswagen par exemple a dû suspendre la production de l'Audi Q4 e-tron, devant la faible demande et Stellantis a sacrifié de son côté plusieurs jours d'activité. Des exemples qui illustrent en réalité un déséquilibre toujours prégnant entre des marchés de niche prospères et des difficultés sur le haut de gamme électrique au-delà du lancement. Le marché, s'il croît, demeure très volatil : la transition vers le tout-électrique s'avère plus coûteuse et incertaine que prévu. Avec 16,1 % de part de marché pour les électriques à batterie sur l'ensemble de l'année, on est encore loin des objectifs européens. Pendant ce temps, la part de mar-

Les ventes de voitures neuves en Europe ont augmenté de 11% en septembre



Source: Association européenne des constructeurs automobiles

EU CAR REGISTRATIONS BY POWER SOURCE



Source: ACEA

ché combinée des voitures à essence et diesel est tombée à 37 %, en baisse par rapport à 46,8 % sur la même période en 2024. À l'arrière-plan, d'autres menaces persistent. La révision "à la baisse" de l'interdiction du thermique en 2035, soutenue par le chancelier allemand Friedrich Merz, coïncide

avec une nouvelle vague de suppressions d'emplois (notamment chez Bosch). Mais si l'Allemagne se bat pour une certaine flexibilité, la France, elle, reste campée sur ses positions au point d'être totalement hors-sol dans ces intentions. Le problème c'est que tout se joue sur un fond de tensions commer-

ciales accentuées : les discussions prévues cette semaine entre Trump et Xi Jinping pourraient desserrer provisoirement l'étau, mais l'incertitude géopolitique reste forte. Côté production, la dépendance vis-à-vis des semi-conducteurs chinois — sujets à restrictions dans l'affaire Nexperia — et la raréfaction des terres rares alimentent les inquiétudes d'approvisionnement et de coûts. Dans cet environnement, certains constructeurs se distinguent plus nettement à la hausse et à la baisse. Tesla poursuit son recul en Europe avec des ventes en baisse de 10 %, ramenant sa part de marché à 3,2 %. À l'inverse, Stellantis (+11,5 %) et Renault (+15 %) affichent des progressions nettes, tout comme Volkswagen (+9,7 %). BYD, réalise le bond le plus spectaculaire du trimestre : près de cinq fois plus de véhicules livrés que l'an passé. Les SUV poursuivent leur domination, captant 57 % des ventes, et le marché européen enregistre au cumul annuel une progression plus modeste de 0,9 %.

Mots fléchés

SOUVERAIN REPRÉSEN- TANTE		ENGUEU- LADE LUNETTEUX		BRILLE DE LOIN BICHONNÉ		PLANCHES À DESSIN BAT LE ROI		OISEAU MIGRATEUR TRANSPORT PARISIEN		PLAN D'ÉPARGNE BOISSON DU MATIN	
JOUEURS DE BASKET PEINTRE FRANÇAIS							PAREIL RÉCOLTE				
						MÂCHOIRE FATIGUÉE					PLONGÉ
RAT OU SOURIS UN GARS								JOYEUX COUP DE PIED			
			CHANDELLE		DIMINUTIF VALLÉE INONDÉE						
MAL À L'ESTOMAC AUTHEN- TIQUE							SIGLE EUROPÉEN FÊTARD			EXIGIBLE	
				VICTOIRE DE NAPOLÉON AVANT LES POISSONS					PARTICULE CROCHET DE BOUCHER		
ULTIMATUM	SONGEA EXTORSION DE FONDS					ARÔME COURSES					
					SERVICES NON RENDUS					DÉCHET HUMAIN	
PASSAGE LIBRE		PAYS ENSOLEILLÉ TRIBUNAL						ÉLIMINE MALADIE HONTEUSE			
					SENTIR MAMELLE						TONNEAU
SUR LE TAPIS FAISAIT UNE DIÈTE			DISPERSÉ DRAME JAPONAIS						CONIFÈRE DANS		
							FIXÉ				
BOÎTE À CRAYONS								SANS TRACE			

ACCIDENTS DE LA ROUTE 5 morts et 287 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes sont décédées et 287 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique, mercredi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans les wilayas de Saida avec un mort et 5 blessés, suite à une collision entre un véhicule et un tracteur agricole et de Blida avec un mort et 2 blessés, suite à une collision entre deux camions et une motocyclette.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 30 octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



PÉTROLE

Le Brent en petite hausse à 64,67 dollars

Les cours du pétrole ont augmenté légèrement mercredi, portés un optimisme entourant la réunion entre les présidents des deux plus grands consommateurs, la Chine et les Etats-Unis. Vers 10h15 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 0,42% à 64,67 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 0,33% à 60,35 dollars. La rencontre prévue entre le président américain Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping est scrutée par les marchés, qui attendront de voir si un accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine sera conclu, expliquent les analystes. Le président Trump a dit envisager "une excellente rencontre (...)" et que beaucoup de problèmes vont être résolus lors de son entrevue jeudi avec le dirigeant chinois, laissant entrevoir la possibilité d'un accord commercial.

MINISTÈRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS

Les citoyens appelés à accomplir "Salat El Istisqa" samedi prochain

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a appelé, hier dans un communiqué, à accomplir "Salat El Istisqa" (prière pour la pluie) samedi à 09H00. "Suite au retard des pluies enregistré dans la plupart des régions du pays, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a adressé une note à toutes ses directions de wilaya à travers l'ensemble du territoire nationale pour accomplir Salat El Istisqa, samedi 10 Jourmada El Oula 1447 de l'hégire correspondant au 1er novembre 2025, à 09H00 du matin, et ce conformément à la Sunna du Prophète (QSSSL)", précise la même source. Le ministère a également appelé à "profiter des horaires des dourouss et des prières, notamment la prière du Vendredi, pour implorer Allah et rappeler aux fidèles les règles et recommandations de Salat El Istisqa, dont la repentance, l'imploration du pardon, la réparation des injustices, la préservation des liens de parenté et le jeûne avant d'accomplir cette prière, en sus de donner l'aumône aux pauvres et aux nécessiteux pour répandre la bienveillance, l'entraide et la solidarité sociales".

AVEC LA PARTICIPATION DE 1 254 MAISONS D'ÉDITION

Le Premier ministre inaugure la 28^e édition du SILA

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi au Palais des expositions (Alger), la cérémonie d'inauguration officielle de la 28^e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), qui se déroulera du 29 octobre au 8 novembre, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. La cérémonie d'ouverture du salon, placé sous le thème «Le livre, carrefour des cultures», marquée par une participation de 1.254 maisons d'édition représentant 49 pays, dont 290 maisons d'édition algériennes, s'est déroulée en présence de membres du gouvernement et de cadres supérieurs de l'Etat, ainsi que de représentants d'institutions et d'organismes nationaux. A cette occasion, le Premier ministre a sillonné les différents stands du salon, entamant sa visite par le stand dédié aux enfants, qui expose une collection de livres, dont des contes et des romans destinés à cette catégorie, avant de se rendre au stand de l'Armée nationale populaire (ANP) qui propose des publications de plusieurs établissements, à l'instar de l'Institut militaire de Documentation, d'Evaluation et de Prospective, l'Etablissement des Editions populaires de l'Armée, le Musée central de l'Armée et l'Ecole supérieure militaire de l'Information et de la Communication, ainsi que l'Institut national de Cartographie et de Télédétection (INCT), l'Institut d'Histoire Militaire et le Centre national des publications militaires qui édite la revue "El-Djeich", où il a reçu des

explications sur leurs activités et leurs publications. M. Ghrieb s'est, par la suite, arrêté au stand de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), où il a pris connaissance des revues et publications éditées par cette institution, à l'instar de la revue "Chorta". Il a également visité le stand du ministère de la Culture et des Arts, où il a pu découvrir l'expérience des visites virtuelles du Palais du Bey à Constantine. A ce titre, il a appelé à généraliser cette expérience à tous les musées algériens, ainsi qu'au niveau des aéroports afin de faire connaître et de promouvoir ces musées et les principaux sites archéologiques algériens, tout en renforçant la numérisation dans le monde de la culture et de la littérature en général. Au niveau du stand de la République islamique de Mauritanie, invitée d'honneur de cette édition, le Premier ministre a suivi des explications sur la participation de ce pays, données par le président de l'Union mauritanienne pour l'édition et la distribution (UMED), Sellami Ahmed Meki qui a estimé que le Salon "offre l'occasion de renforcer et de consolider les liens de fra-

ternité entre l'Algérie et la Mauritanie", et ce "en réponse aux aspirations des deux peuples frères et conformément aux orientations des deux chefs d'Etat visant à élargir les relations intellectuelles et culturelles". Au stand du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), M. Ghrieb a parcouru les dernières publications de l'institution. Il s'est également arrêté au stand de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), où il a mis l'accent sur la nécessité de respecter les délais de livraison du projet de l'Hôpital des artistes à Aïn Benian (Alger), fixés à 18 mois. Au stand des deux chambres du Parlement, il a écouté un exposé sur les activités et les perspectives des bibliothèques de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation, avant de visiter les stands de l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), de l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG), de Djamaâ El-Djazair et de l'Office des publications universitaires (OPU), où il s'est enquis de leur expérience dans les domaines de la publication et de l'édition du livre électronique.

Publicité

anep
المؤسسة الوطنية للاتصال، النشر والإشهار
Entreprise Nationale de Communication, Édition et de Publi-
cité

-30% DURANT LE SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER
DU 30 OCTOBRE AU 8 NOVEMBRE

Les Editions ANEP Présentent

Avec Plus de 800 TITRES

L'ESPRIT DE NOVEMBRE À TRAVERS NOS PAGES

Palais des Expositions - Pains Maritimes **Pavillon C**

Anep Groupe

Les Enjeux Eco: 30/10/2025

Gratuit